Rapport annuel 2006
Rapport annuel 2006
Tout ou partie de ce document peut faire l’objet d’une reproduction libre de droits avec mention de la source « Rapport annuel 2006 de la Cour européenne des Droits de l’Homme, Conseil de l’Europe »

Photos : Conseil de l’Europe
Couverture : le Palais des Droits de l’Homme (architecte : Richard Rogers Partnership)

Imprimé en France, mai 2007
<table>
<thead>
<tr>
<th>TABLE DES MATIÈRES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Avant-propos</td>
</tr>
<tr>
<td>I. Historique et évolution du système de la Convention</td>
</tr>
<tr>
<td>II. Composition de la Cour</td>
</tr>
<tr>
<td>III. Composition des sections</td>
</tr>
<tr>
<td>IV. Discours de M. Luzius Wildhaber, ancien président de la Cour européenne des Droits de l’Homme, à l’occasion de la cérémonie d’ouverture de l’année judiciaire, le 19 janvier 2007</td>
</tr>
<tr>
<td>V. Discours de M. Jean-Paul Costa, président de la Cour européenne des Droits de l’Homme, à l’occasion de la cérémonie d’ouverture de l’année judiciaire, le 19 janvier 2007</td>
</tr>
<tr>
<td>VI. Visites</td>
</tr>
<tr>
<td>VII. Activités de la Grande Chambre et des sections</td>
</tr>
<tr>
<td>VIII. Publication de la jurisprudence de la Cour</td>
</tr>
<tr>
<td>IX. Sélection d’arrêts rendus par la Cour en 2006</td>
</tr>
<tr>
<td>X. Affaires retenues pour renvoi devant la Grande Chambre et affaires dans lesquelles une chambre s’est dessaisie en faveur de la Grande Chambre en 2006</td>
</tr>
<tr>
<td>XI. informations statistiques</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Arrêts, décisions et communications, selon la composition de la Cour (2006) | 93 |
Evénements au total (2005-2006) | 97 |
Evénements autres que les arrêts, par Etat défendeur (2006) | 99 |
Arrêts, par Etat défendeur (2006) | 101 |
Evénements autres que les arrêts, par Etat défendeur (1er novembre 1998-2006) | 103 |
Arrêts, par Etat défendeur (1er novembre 1998-2006) | 105 |
Violations par article et par pays (2006) | 107 |
Violations par article et par pays (1999-2006) | 109 |
Evénements (1955-2006) | 111 |
Requêtes introduites (1995-2006) | 112 |
Arrêts (1995-2006) | 113 |
Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle (1995-2006) | 114 |
Affaires pendantes au 31 décembre 2006 (principaux Etats défendeurs) | 115 |
Affaires pendantes au 31 décembre 2006, par Etat défendeur | 116 |
AVANT-PROPOS

L’année 2006 a été une année riche en événements dans la vie de la Cour. Tout d’abord, ce fut la dernière année du mandat de mon prédécesseur, Luzius Wildhaber. J’ai eu l’occasion de faire publiquement son éloge à plusieurs reprises, et le présent rapport annuel contient d’ailleurs le discours que j’ai prononcé pour la rentrée solennelle de la Cour, le 19 janvier 2007, et dans lequel je lui rendais un hommage mérité.

En 2006, la Cour a déployé une activité considérable : le nombre de requêtes pendantes au début de l’année 2007 atteint quasiment 90 000, dont plus de 65 000 attribuées à un organe décisionnel. Une comparaison avec l’année 2005 montre une augmentation du nombre total de nouvelles requêtes de 13 %. La Cour s’est efforcée d’accroître constamment son efficacité en rationalisant et en modernisant son organisation : le nombre d’affaires terminées a crû de 4 % tandis que le nombre d’arrêts rendus a augmenté de 40 %. Le greffe a procédé à une restructuration de ses divisions et a commencé à appliquer certaines des mesures recommandées par Lord Woolf of Barnes dans le rapport qu’il a rédigé à l’issue de son étude du fonctionnement de la Cour menée en 2005. Une unité a été spécialement mise en place au sein du greffe pour s’occuper de l’arrière, c’est-à-dire des requêtes les plus anciennes. Enfin, le 1er avril 2006, une cinquième section a été créée.

Poursuivre une action déterminée, au sein de la Cour et de son greffe, de rationalisation, de modernisation et d’efficacité est une de mes priorités. Beaucoup a déjà été fait au cours des huit dernières années, mais on doit continuer. En outre, la jurisprudence elle-même peut aider à une meilleure efficacité du système de protection pris globalement ; je pense aux arrêts pilotes, ainsi qu’à une meilleure pédagogie de nos arrêts, facilitant la surveillance de leur exécution par le Comité des Ministres.

Les arrêts adoptés en 2006 ont concerné un grand nombre d’Etats membres et certains ont tranché des questions nouvelles. L’augmentation impressionnante du nombre d’affaires en 2006 ne s’est pas faite au détriment de la qualité des arrêts de la Cour qui a été saluée par les observateurs les plus avisés. Quelques exemples peuvent être cités.

Dans l’affaire Jalloh c. Allemagne\(^1\), la Cour – très partagée dans son vote – a rendu un arrêt concluant à la violation de l’article 3 de la Convention. Un procureur avait ordonné qu’un médecin administre un émétique au requérant, soupçonné d’avoir avalé un sachet contenant de la drogue, pour le faire vomir. Sous l’effet du médicament, le requérant a régurgité le sachet, et il a en fin de compte été condamné pour trafic de stupéfiants. La Cour a conclu que le requérant avait été soumis à des traitements inhumains et dégradants contraires à l’article 3.

Dans l’affaire Ramirez Sanchez c. France\(^2\), la Cour a rappelé que l’exclusion d’un détenu de la collectivité carcérielle ne constituait pas en elle-même une forme de traitement inhumain et estimé que les décisions de prolongation d’un isolement qui dure devraient être motivées de manière substantielle afin d’éviter tout risque d’arbitraire et que l’on ne devrait recourir à cette mesure, qui représente une sorte « d’emprisonnement dans la prison », qu’exceptionnellement et avec beaucoup de précautions. Toutefois, dans le cas d’espèce, elle a considéré que les conditions du maintien à l’isolement du requérant n’avaient pas atteint le seuil minimum de gravité nécessaire pour constituer un traitement inhumain au sens de l’article 3 de la Convention compte tenu notamment de la personnalité et de la dangerosité hors norme de l’intéressé.

---

1. [GC], no 54810/00, 11 juillet 2006.
2. [GC], no 59450/00, 4 juillet 2006.
L’affaire Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique\(^1\) portait notamment sur la détention pendant près de deux mois et le refoulement dans son pays d’origine d’une enfant de cinq ans, nommée Tabitha. La Cour a observé que les conditions de détention de Tabitha, détenu pendant deux mois dans un centre initialement conçu pour adultes alors qu’elle était séparée de ses parents et ce sans que quiconque n’ait été désigné pour s’occuper d’elle, ni que des mesures d’encadrement et d’accompagnement psychologiques ou éducatives ne soient dispensées par un personnel qualifié, étaient les mêmes que celles d’une personne adulte. La Cour a conclu à la violation de l’article 3 à l’égard de Tabitha du fait de ses conditions de détention. Elle a également conclu à la violation de l’article 3 du fait des conditions dans lesquelles son refoulement s’est déroulé. Elle a également conclu à la violation de l’article 8.

L’affaire Markovic et autres c. Italie\(^2\) portait sur la procédure en indemnité introduite par les requérants devant les juridictions italiennes en raison du décès de leurs proches à la suite des frappes aériennes effectuées contre la République fédérale de Yougoslavie. Les dix requérants, tous ressortissants de l’ex-Serbie-Monténégro, étaient des proches de personnes décédées pendant le conflit au Kosovo dans les bombardements par l’OTAN, le 23 avril 1999, du siège de la radiotélévision serbe (RTS) à Belgrade. La Cour a rappelé qu’il incombe aux autorités nationales d’interpréter et d’appliquer le droit interne et qu’il en va de même lorsque celui-ci renvoie à des dispositions du droit international ou d’accords internationaux. Son rôle se limite à vérifier la compatibilité avec la Convention des effets de pareille interprétation. En l’espèce, la Cour a noté que les affirmations de la Cour de cassation italienne concernant les conventions internationales invoquées par les requérants ne semblaient pas faire apparaître d’erreur d’interprétation. Elle a estimé que ni l’interprétation du droit italien ni l’application, en droit interne, des traités internationaux invoqués ne permettaient de constater l’existence d’un « droit » à réparation fondé sur la responsabilité délictuelle dans une telle situation. Par ailleurs, la Cour a estimé que la décision de la Cour de cassation ne consacrait pas une immunité mais donnait uniquement des indications quant à l’étendue du contrôle qu’un juge peut exercer sur un acte de politique étrangère tel qu’un acte de guerre. Elle a donc estimé que les prétentions des requérants avaient fait l’objet d’un examen équitable à la lumière des principes applicables du droit italien concernant le droit de la responsabilité délictuelle et elle a conclu à la non-violation de l’article 6.

Dans l’affaire Tzekov c. Bulgarie\(^3\), relative au cas d’un requérant blessé par balle par la police lors de son arrestation, la Cour a rappelé les principes dégagés par sa jurisprudence se rapportant à l’article 2 pour ce qui est de l’usage des armes à feu par la police et, notamment, l’obligation positive qu’a l’État de protéger l’intégrité physique des personnes placées sous sa juridiction. Constatant l’insuffisance du cadre juridique existant en Bulgarie, elle conclut à une violation de l’article 3, mais à la non-violation de l’article 2 car elle ne s’est pas déclarée persuadée que la force utilisée par les policiers était d’une nature ou d’un degré propres à porter atteinte aux intérêts protégés par l’article 2.

Dans l’affaire Scordino c. Italie (n° 1)\(^4\), les requérants, tous ressortissants italiens, se plaignaient de n’avoir pas reçu une réparation adéquate bien que les juridictions italiennes aient jugé, en application de la « loi Pinto », que les procédures civiles auxquelles ils étaient parties avaient connu une durée excessive. Le gouvernement italien a soulevé notamment une exception préliminaire concernant la qualité de « victime » des requérants. Selon lui, en accordant une indemnité aux requérants, les juridictions italiennes avaient non seulement reconnu la violation du droit à un procès dans un délai raisonnable mais aussi réparé le préjudice subi. La Cour a insisté

---

1. N° 13178/03, 12 octobre 2006.
2. [GC], n° 1398/03, 14 décembre 2006.
4. [GC], n° 36813/97, 29 mars 2006.
sur le fait que, pour être efficace, un recours indemnitai re devait être accompagné de dispositions budgétaires adéquates afin qu’il puisse être donné suite aux décisions d’indemnisation des cours d’appel, qui, selon la loi Pinto, sont immédiatement exécutoires. Quant à l’évaluation du montant de l’indemnisation allouée par les juridictions italiennes, la Cour a noté que dans ces neuf affaires les montants alloués par les juridictions italiennes représentaient selon les cas, au minimum 8 % et au maximum 27 % de ce qu’elle octroyait généralement dans des affaires italiennes similaires. Elle a donc considéré que différentes exigences n’avaient pas été satisfaites. Elle a estimé dès lors que les requérants pouvaient toujours se prétendre « victimes » d’une violation de l’exigence du « délai raisonnable ».

La Cour a réaffirmé l’importance qu’elle attache à ce que la justice ne soit pas administrée avec des retards propres à en compromettre l’efficacité et la crédibilité. Elle a noté que dans ces neuf affaires, les juridictions italiennes ont constaté un dépassement du délai raisonnable. Toutefois, la circonstance que la procédure « Pinto », examinée dans son ensemble, n’ait pas fait perdre aux requérants leur qualité de « victimes » constituait une circonstance aggravante dans un contexte de violation de l’article 6 § 1 pour dépassement du délai raisonnable et la Cour a conclu dans chacune de ces neuf affaires à la violation de l’article 6 § 1.

Au cours de l’année 2006, un grand nombre d’États Parties à la Convention ont ratifié le Protocole n° 14, que tous ont signé, et la Cour est désormais prête à fonctionner selon les modalités prévues par ce Protocole dès qu’il entrera en vigueur. Cette entrée en vigueur est indispensable, car elle permettra à la Cour d’augmenter sa productivité d’au moins 25 %. Une seule ratification manque encore à l’appel. Faire en sorte que le Protocole n° 14 puisse entrer en vigueur le plus rapidement possible constitue ma première priorité.


Au cours des mois et des années qui viennent, la Cour devra développer une politique tendant à inciter les États à éviter au maximum la violation des droits garantis par la Convention et à réparer eux-mêmes les violations commises. Je crois beaucoup à la prévention du contentieux, tout en sachant que c’est un processus long et peu facile, qui suppose des relations étroites avec les autorités, notamment judiciaires, des États. Mais c’est à la fois l’illustration du principe de subsidiarité et une clé pour le désengorgement de notre juridiction.

Il faudra aussi réaliser une synergie entre la Cour et les différentes composantes du Conseil de l’Europe : le Secrétaire général, le Comité des Ministres, l’Assemblée parlementaire, le Commissaire aux Droits de l’Homme, et autres. L’excellence des rapports avec l’extérieur est essentielle pour une Cour comme la nôtre : avec les juridictions internationales, particulièrement bien sûr la Cour de justice des Communautés européennes, les juridictions nationales, les Barreaux, les agents des gouvernements, les organisations non gouvernementales, le monde universitaire.
Pour les raisons évoquées plus haut, la Cour est actuellement dans une phase cruciale. Pour surmonter cette phase victorieusement, les conditions principales du succès peuvent être résumées en quatre formules qui ne sont pas une expression rhétorique, mais une réalité :

– l’indépendance de la Cour,
– son efficacité,
– la qualité de son travail,
– enfin, le rayonnement de sa jurisprudence.

Avec l’aide de mes collègues et du personnel, je ferai tout pour que ces conditions soient remplies et que la Cour européenne des Droits de l’Homme demeure ce qu’elle est depuis toujours : un phare de justice, que le monde envoie à l’Europe, dans une réalité du monde qui est violente et difficile.

Jean-Paul Costa
Président
de la Cour européenne des Droits de l’Homme
I. HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE LA CONVENTION
HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DU SYSTÈME DE LA CONVENTION

A. Un système en évolution constante


3. La Convention prévoit deux types de requêtes : les requêtes étatiques et les requêtes individuelles. Celles de la première catégorie sont rares. Les grandes affaires sont celle que l’Irlande a portée dans les années 70 contre le Royaume-Uni, au sujet de mesures de sécurité en Irlande du Nord, et plusieurs affaires soumises par Chypre contre la Turquie à propos de la situation dans le nord de Chypre.


5. Initialement, la procédure de traitement des requêtes comportait un examen préliminaire par la Commission, qui statuait sur leur recevabilité. Dès lors qu’une requête était déclarée recevable, la Commission se mettait à la disposition des parties en vue d’obtenir un règlement amiable. En cas d’échec, elle rédigait un rapport établissant les faits et formulant un avis sur le fond de l’affaire. Le rapport était transmis au Comité des Ministres.

6. Là où l’État défendeur avait accepté la juridiction obligatoire de la Cour (ce qui était également facultatif avant l’entrée en vigueur du Protocole n° 11), la Commission et tout État contractant concerné disposaient d’un délai de trois mois, à compter de la transmission du rapport au Comité des Ministres, pour porter l’affaire devant la Cour afin que celle-ci rende à son sujet une décision définitive et contraignante, prévoyant le cas échéant l’octroi d’une indemnité. Avant 1994, les particuliers ne pouvaient pas saisir la Cour, mais cette année-là le Protocole n° 9 entra en
vigueur et modifia la Convention de manière à leur permettre de soumettre leur cause à un comité de filtrage composé de trois juges, chargé de décider si la Cour devait examiner la requête.

Si une affaire n’était pas déférée à la Cour, le Comité des Ministres décidait s’il y avait eu ou non violation de la Convention et, le cas échéant, accordait à la victime une « satisfaction équitable ». Il était également responsable de la surveillance de l’exécution des arrêts de la Cour.

Les Protocoles à la Convention

7. Depuis l’entrée en vigueur de la Convention, quatorze Protocoles additionnels ont été adoptés. Les Protocoles nos 1, 4, 6, 7, 12 et 13 ont ajouté des droits et libertés à ceux consacrés par la Convention. Le Protocole no 2 a donné à la Cour le pouvoir de rendre des avis consultatifs, fonction peu utilisée, aujourd’hui régie par les articles 47 à 49 de la Convention. Comme cela est indiqué plus haut, le Protocole no 9 a donné aux requérants individuels la possibilité de demander que leur cause soit soumise à la Cour. Le Protocole no 11 a radicalement transformé le mécanisme de contrôle en créant une Cour unique siégeant à temps plein, à laquelle les particuliers peuvent s’adresser directement. Le Protocole no 14, qui a été adopté en 2004 et est en cours de ratification, instaura un certain nombre de réformes institutionnelles et procédurales visant principalement à renforcer la capacité de la Cour à traiter les requêtes manifestement irrecevables ainsi que les affaires recevables pouvant être tranchées selon une jurisprudence bien établie (voir la partie C ci-dessous). Les autres Protocoles, qui concernaient l’organisation des institutions mises en place par la Convention et la procédure à suivre devant elles, n’ont désormais plus d’importance sur le plan pratique.

B. Une pression croissante sur le système de la Convention


1. Le Protocole no 12 est le dernier à être entré en vigueur (2005).
2. La Cour n’a été saisie que d’une seule demande d’avis consultatif du Comité des Ministres, qu’elle a jugée irrecevable.
9. Comme le montre le graphique ci-dessous, la tendance à la hausse du nombre de requêtes introduites se poursuit depuis la naissance de la nouvelle Cour :

A la fin de l’année 2006, 89 887 requêtes étaient pendantes devant la Cour, dont un quart environ (à peu près 23 000) n’avaient pas encore été attribuées à la formation judiciaire adéquate (comité ou chambre). Quelque 20 % de ces affaires sont dirigées contre la Russie, 12 % concernent la Roumanie et 10 % la Turquie.

La capacité de la Cour à traiter des requêtes est en nette progression depuis 1999. En 2006, la Cour a rendu 1 560 arrêts (ce qui représente une augmentation de plus de 40 % par rapport à 2005) :

Les pays contre lesquels est dirigé le plus grand nombre d’arrêts sont la Turquie (334 arrêts), la Slovénie (190), l’Ukraine (120), la Pologne (115), l’Italie (103), la Russie (102), la France (96) et la Roumanie (73). Les arrêts dirigés contre ces huit pays représentent plus de 70 % de l’ensemble des arrêts rendus.

De surcroît, la Cour a terminé plus de 28 000 autres requêtes, déclarées irrecevables ou rayées du rôle pour un autre motif. Les requêtes peuvent aussi être closes administrativement, par exemple si le requérant néglige de donner suite à sa correspondance initiale avec la Cour. En 2006, quelque 12 000 requêtes ont été terminées de cette manière.
On trouvera des statistiques plus précises au chapitre XI ci-après.


La Cour européenne des Droits de l’Homme

A. Organisation de la Cour

11. La Cour, telle qu’elle est constituée aujourd’hui, est issue du Protocole n° 11 entré en vigueur le 1er novembre 1998. Cet instrument a fait de la procédure fondée sur la Convention une procédure totalement judiciaire, la fonction de filtrage des requêtes anciennement dévolue à la Commission ayant été confiée à la Cour elle-même, dont la compétence est devenue obligatoire. La fonction de décision du Comité des Ministres a été formellement abolie.

12. Les dispositions concernant la structure de la Cour et la procédure suivie par elle se trouvent dans le titre II de la Convention (articles 19 à 51). La Cour se compose d’un nombre de juges égal à celui des Etats contractants (actuellement quarante-six). Les juges sont élus par l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe, à partir d’une liste de trois candidats présentés par les Etats. Ils sont élus pour une durée de six ans et sont rééligibles. Le mandat des juges s’achève lorsqu’ils atteignent l’âge de soixante-dix ans, même s’ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

Les juges siègent à la Cour à titre individuel et ne représentent aucun Etat. Ils ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec leurs devoirs d’indépendance et d’impartialité ou avec la disponibilité requise par une activité exercée à plein temps.

13. La Cour plénière remplit un certain nombre de fonctions, énoncées dans la Convention. Elle élit les titulaires de certaines charges à la Cour, à savoir le président, les deux vice-présidents (qui président également une section) et les trois autres présidents de section. Dans chaque cas, le mandat est de trois ans. La Cour plénière élit également le greffier et le greffier adjoint. Elle adopte et amende le règlement de la Cour. Enfin, elle définit la composition des sections.

14. Le règlement de la Cour dispose que chaque juge est membre de l’une des cinq sections, dont la composition est équilibrée du point de vue géographique et du point de vue du sexe et tient compte des différents systèmes juridiques existant au sein des Etats contractants. La composition des sections est modifiée tous les trois ans.

15. La grande majorité des arrêts de la Cour sont rendus par des chambres. Celles-ci se composent de sept juges et sont constituées au sein de chaque section. Le président de section et le juge élu au titre de l’Etat concerné siègent dans chaque affaire. Lorsque le juge élu au titre de l’Etat concerné n’est pas membre de la section, il siège en qualité de membre de droit de la chambre. Si

1. Voir la liste des juges au chapitre II. Les biographies des juges se trouvent sur le site Internet de la Cour (www.echr.coe.int).
l’Etat défendeur dans une affaire est celui du président de la section, c’est le vice-président de la section qui préside. Dans toute affaire tranchée par une chambre, les autres membres de la section qui ne sont pas membres titulaires de la chambre siègent en qualité de suppléants.


17. La Grande Chambre de la Cour se compose de dix-sept juges. Y siègent comme membres de droit le président et les vice-présidents de la Cour ainsi que les présidents de section. La Grande Chambre traite les affaires qui soulèvent une question grave relative à l’interprétation ou à l’application de la Convention, ou encore une question grave de caractère général. Une chambre peut se dessaisir d’une affaire en faveur de la Grande Chambre à tout stade de la procédure, tant qu’elle n’a pas rendu son arrêt, dès lors que les deux parties y consentent. Lorsqu’un arrêt a été rendu dans une affaire, toute partie peut, dans un délai de trois mois, demander le renvoi de l’affaire devant la Grande Chambre. Si la demande est acceptée, l’ensemble de l’affaire est réexaminée.


B. Procédure devant la Cour

1. Généralités

19. Tout Etat contractant (requête étatique) ou tout particulier s’estimant victime d’une violation de la Convention (requête individuelle) peut adresser directement à la Cour de Strasbourg une requête alléguant une violation par un Etat contractant de l’un des droits garantis par la Convention. Une note à l’usage des requérants ainsi que le formulaire officiel sont disponibles sur le site Internet de la Cour ; ils peuvent aussi être obtenus directement auprès du greffe.

20. La procédure devant la Cour est contradictoire et publique. Elle se déroule en grande partie par écrit. Les audiences, qui ne sont tenues que dans une très faible minorité de cas, sont publiques, à moins que la chambre/Grande Chambre n’en décide autrement en raison de circonstances exceptionnelles. Les mémoires et autres documents déposés au greffe de la Cour par les parties sont en principe accessibles au public.

21. Les requérants individuels peuvent agir par eux-mêmes, mais ils doivent être représentés par un avocat une fois que la requête a été communiquée au gouvernement défendeur. Le Conseil de l’Europe a mis en place un système d’assistance judiciaire pour les requérants ayant des ressources insuffisantes.

22. Les langues officielles de la Cour sont le français et l’anglais, mais les requêtes peuvent être présentées dans l’une des langues officielles des Etats contractants. Une fois que la requête a été déclarée recevable, l’une des langues officielles de la Cour doit être utilisée, à moins que le président de la chambre/Grande Chambre ne donne l’autorisation de continuer à employer la langue de la requête.

2. Traitement des requêtes

23. Chaque requête est attribuée à une section, au sein de laquelle elle est traitée par un comité ou une chambre.
Une requête individuelle qui manifestement ne remplit pas l’un des critères de recevabilité est transmise à un comité, qui la déclare irrecevable ou la raye du rôle. Un vote à l’unanimité est nécessaire, et la décision du comité est définitive. Toutes les autres requêtes individuelles, de même que les requêtes établies, sont transmises à une chambre. L’un des membres de la chambre est désigné pour agir dans l’affaire en qualité de juge rapporteur. L’identité du rapporteur n’est pas divulguée aux parties. La requête est communiquée à l’Etat défendeur, lequel est invité à se pencher sur les questions de recevabilité et de fond qui se posent, ainsi que sur les prétentions du requérant au titre de la satisfaction équitable. Les parties sont également invitées à rechercher si un règlement amiable est possible. Le greffier facilite à cet effet les négociations, qui sont confidentielles et sans préjudice de la position des parties.

24. La chambre se prononce tant sur la recevabilité que sur le fond. En général, ces deux aspects sont traités conjointement dans un seul et même arrêt, mais la chambre peut s’il y a lieu rendre une décision distincte sur la recevabilité. Une telle décision est prise à la majorité et doit être motivée et être rendue publique.

25. Le président de la chambre peut, dans l’intérêt d’une bonne administration de la justice, inviter ou autoriser tout Etat contractant non partie à la procédure, ou toute personne intéressée autre que le requérant, à soumettre des observations écrites et, dans des circonstances exceptionnelles, à prendre part à l’audience. Un Etat contractant dont un ressortissant est un requérant dans l’affaire peut intervenir de droit.

26. Les chambres statuent à la majorité. Tout juge ayant pris part à l’examen de l’affaire a le droit de joindre à l’arrêt soit l’exposé de son opinion séparée – concordante ou dissidente –, soit une simple déclaration de dissentiment.

27. Un arrêt de chambre devient définitif à l’expiration d’un délai de trois mois à compter de la date de son prononcé. Pendant cette période, toute partie peut demander que l’affaire soit renvoyée à la Grande Chambre si elle soulève une question grave relative à l’interprétation ou à l’application de la Convention ou de ses Protocoles, ou une question grave de caractère général. Si les parties déclarent qu’elles ne demanderont pas le renvoi à la Grande Chambre, l’arrêt devient définitif immédiatement. Une demande de renvoi est étudiée par un collège de cinq juges qui se compose du président de la Cour, des présidents de deux sections désignées par rotation, et de deux autres juges également désignés par rotation. Aucun juge ayant pris part à l’examen de la recevabilité ou du fond de l’affaire en question ne peut faire partie du collège qui étudie la demande. Si le collège rejette la demande de renvoi, l’arrêt de la chambre devient définitif immédiatement. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre réexamine l’affaire et se prononce par un arrêt définitif.

28. Tous les arrêts définitifs de la Cour sont contraignants pour les Etats défendeurs concernés.


30. Les changements que le Protocole n° 14 va apporter à la procédure sont décrits dans la partie qui suit.

C. Le Protocole n° 14

31. Le Protocole n° 14 va changer sur plusieurs plans l’organisation actuelle de la Cour. Lorsqu’il entrera en vigueur, les juges seront élus pour un mandat unique de neuf ans. Les
formations judiciaires actuelles seront modifiées. Le rôle dévolu au comité sera assumé par un juge unique, lequel ne pourra pas être le juge qui siège au titre de l’Etat concerné. Ce juge sera assisté par ce que l’on appellera un rapporteur, nouveau type de fonction au sein du greffe de la Cour. Les comités auront la faculté de rendre un arrêt dans les affaires où une jurisprudence bien établie est applicable. La compétence des chambres ne changera pas, mais la Cour plénière pourra prier le Comité des Ministres de réduire le nombre de leurs juges de sept à cinq pour une période déterminée. Les procédures suivies devant les chambres et la Grande Chambre demeureront telles que décrites plus haut, mais le Commissaire aux Droits de l’Homme du Conseil de l’Europe pourra dans toute affaire présenter des observations écrites et prendre part à l’audience.

32. Le Protocole n° 14 instaurera deux nouvelles procédures concernant le stade de l’exécution. Le Comité des Ministres pourra demander l’interprétation d’un arrêt rendu par la Cour. Il pourra également engager une action dans une affaire où l’Etat défendeur refuse selon lui de se conformer à un arrêt de la Cour. La Cour sera alors priée de déterminer si l’Etat a respecté son obligation au regard de l’article 46 de se conformer à un arrêt définitif rendu contre lui.
II. COMPOSITION DE LA COUR
COMPOSITION DE LA COUR

Au 31 décembre 2006 la Cour était composée comme suit (par ordre de préséance):

MM. Luzius Wildhaber, président
Christos L. Rozakis, vice-président
Jean-Paul Costa, vice-président
Sir Nicolas Bratza, président de section
MM. Boštjan Zupančič, président de section
Peer Lorenzen, président de section
Giovanni Bonello
Loukis Loucaides
Ireneu Cabral Barreto
Riza Türmen
Mme Françoise Tulkens
MM. Corneliu Bîrsan
Karel Jungwiert
Volodymyr Butkevych
Josep Casadevall
Mme Nina Vajić
MM. John Hedigan
Matti Pellonpää
Mme Margarita Tsatsa-Nikolovska
MM. András B. Baka
Rait Maruste
Kristaq Traja
Mme Snejana Botoucharova
MM. Mindia Ugrekhelidze
Anatoly Kovler
Vladimiro Zagrebelsky
Mmes Antonella Mularoni
Elisabeth Steiner
MM. Stanislav Pavlovschi
Lech Garlicki
Javier Borrego Borrego
Mmes Elisabet Fura-Sandström
Alvina Gyulumyan
M. Khanlar Hajiyev
Mme Ljiljana Mijović
M. Dean Spielmann
Mme Renate Jaeger
MM. Egbert Myjer
Sverre Erik Jebsen
David Thôr Björgvinsson
Mme Danuté Jočienė
MM. Ján Šikuta
Dragoljub Popović
Mme Ineta Ziemele
M. Mark Villiger
Mme Isabelle Berro-Lefèvre

1. Elu au titre du Liechtenstein.
M. Erik Fribergh, greffier  
(Suédois)

M. Michael O’Boyle, greffier adjoint  
(Irlandais)
III. COMPOSITION DES SECTIONS
### COMPOSITION DES SECTIONS
(par ordre de préséance)

Avant le 1er avril 2006

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Section I</th>
<th>Section II</th>
<th>Section III</th>
<th>Section IV</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Président</strong></td>
<td>M. C.L. Rozakis</td>
<td>M. J.-P. Costa</td>
<td>M. B. Zupančić</td>
<td>Sir Nicolas Bratza</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Vice-président</strong></td>
<td>M. L. Loucaides</td>
<td>M. A.B. Baka</td>
<td>M. J. Hedigan</td>
<td>M. J. Casadevall</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme F. Tulkens</td>
<td>M. I. Cabral Barreto</td>
<td>M. L. Caflisch</td>
<td>M. L. Wildhaber</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. P. Lorenzen</td>
<td>M. R. Türmen</td>
<td>M. C. Bîrsan</td>
<td>M. G. Bonello</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mme N. Vajić</td>
<td>M. K. Jungwiert</td>
<td>Mme M. Tsatsa-Nikolovska</td>
<td>M. M. Pellonpiaä</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mme S. Botoucharova</td>
<td>M. V. Butkevych</td>
<td>M. V. Zagrebelsky</td>
<td>M. R. Maruste</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. A. Kovler</td>
<td>M. M. Ugrekhelidze</td>
<td>Mme A. Gyulumyan</td>
<td>M. K. Traja</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mme E. Steiner</td>
<td>Mme A. Mularoni</td>
<td>Mme R. Jaeger</td>
<td>M. S. Pavlovscchi</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. K. Hajiyev</td>
<td>Mme E. Fura-Sandström</td>
<td>M. E. Myjer</td>
<td>M. L. Garlicki</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. D. Spielmann</td>
<td>Mme D. Jočienė</td>
<td>M. David Thór Björgvinsson</td>
<td>M. J. Borrego Borrego</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>M. S.E. Jebens</td>
<td>M. D. Popović</td>
<td>Mme I. Ziemele</td>
<td>Mme L. Mijović</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Greffier de section/Greffière</strong></td>
<td>M. S. Nielsen</td>
<td>Mme S. Dollé</td>
<td>M. V. Berger</td>
<td>M. M. O’Boyle</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Greffier adjoint de section/ Greffière adjointe</strong></td>
<td>M. S. Quesada</td>
<td>M. S. Naismith</td>
<td>M. M. Villiger</td>
<td>Mme F. Elens-Passos</td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
<td>Section II</td>
<td>Section III</td>
<td>Section IV</td>
<td>Section V</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------</td>
<td>---------------</td>
<td>-------------------</td>
<td>--------------------</td>
<td>-------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Président</td>
<td>M. C.L. Rozakis</td>
<td>M. B. Zupančič</td>
<td>Sir Nicolas Bratza</td>
<td>M. P. Lorenzen</td>
</tr>
<tr>
<td>Vice-président(e)</td>
<td>M. L. Loucaides</td>
<td>M. J. Hedigan</td>
<td>M. J. Casadevall</td>
<td>Mme S. Botoucharova</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme F. Tulkens</td>
<td>M. I. Cabral Barreto</td>
<td>M. L. Caflisch$^1$</td>
<td>M. G. Bonello</td>
<td>M. L. Wildhaber</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme N. Vajić</td>
<td>M. R. Türmen</td>
<td>M. C. Bîrsan</td>
<td>M. M. Pellonpää</td>
<td>M. K. Jungwiert</td>
</tr>
<tr>
<td>M. A. Kovler</td>
<td>M. M. Ugrekhelidze</td>
<td>M. V. Zagrebelsky</td>
<td>M. K. Traja</td>
<td>M. V. Butkevych</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme E. Steiner</td>
<td>Mme A. Mularoni</td>
<td>Mme A. Gyulumyan</td>
<td>M. S. Pavlovski</td>
<td>Mme M. Tsatsa-Nikolovska</td>
</tr>
<tr>
<td>M. K. Hajiyev</td>
<td>Mme E. Fura-Sandström</td>
<td>M. E. Myjer</td>
<td>M. L. Garlicky</td>
<td>M. R. Maruste</td>
</tr>
<tr>
<td>M. D. Spielmann</td>
<td>Mme D. Jočienė</td>
<td>M. David Thór Björgvinsson</td>
<td>Mme L. Mijović</td>
<td>M. J. Borrego Borrego</td>
</tr>
<tr>
<td>M. S.E. Jebens</td>
<td>M. D. Popović</td>
<td>Mme I. Ziemele</td>
<td>M. J. Šikuta</td>
<td>Mme R. Jaeger</td>
</tr>
<tr>
<td>Mme I. Berro-Lefèvre$^2$</td>
<td>M. M. Villiger$^5$</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Greffier de section/Greffière</td>
<td>M. S. Nielsen</td>
<td>Mme S. Dollé</td>
<td>M. V. Berger</td>
<td>M. L. Early</td>
</tr>
<tr>
<td>Greffier adjoint de section/Greffière adjointe</td>
<td>M. S. Quesada</td>
<td>M. S. Naismith</td>
<td>M. M. Villiger$^3$</td>
<td>Mme F. Elens-Passos</td>
</tr>
</tbody>
</table>

IV. DISCOURS DE M. LUZIUS WILDHABER, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L’HOMME, À L’OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D’OUVERTURE DE L’ANNÉE JUDICIAIRE, LE 19 JANVIER 2007
DISCOURS DE M. LUZIUS WILDHABER,
ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COUR EUROPÉENNE
DES DROITS DE L’HOMME,
À L’OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D’OUVERTURE
DE L’ANNÉE JUDICIAIRE,
LE 19 JANVIER 2007

Monsieur le Président du Comité des Ministres, Mesdames et Messieurs les Ministres, Présidents et Excellences, Monsieur le Secrétaire général, chers collègues et amis, Mesdames et Messieurs,

Je suis là parce que l’heure est venue pour moi de dire au revoir et de vous remercier du fond du cœur pour votre collégialité, votre fidélité et votre amitié.

J’ai eu l’immense privilège de présider pendant plus de huit ans cette institution unique qu’est la Cour européenne des Droits de l’Homme. Ce fut un privilège non seulement parce qu’il s’agit d’un travail passionnant, parce que la variété, la diversité et la richesse des affaires qui nous arrivent sont fantastiques, ou parce que j’ai eu le plaisir de travailler dans un environnement d’une diversité culturelle extrêmement riche avec des collègues sympathiques, engagés et enthousiastes, mais aussi et surtout en raison de ce que cette Cour représente pour des centaines de millions de personnes en Europe et même au-delà. La Cour est souvent décrite comme le joyau de la couronne du Conseil de l’Europe, mais elle est plus que ça. C’est le symbole, et en réalité l’expression concrète, d’un idéal, d’une aspiration vers une société dans laquelle démocratie effective et état de droit seraient les piliers de la stabilité politique et de la prospérité économique, et où tout individu pourrait se réaliser. La Convention européenne des Droits de l’Homme offre un modèle de communauté internationale liée par respect de normes communes et par leur mise en œuvre collective. C’est le legs du vingtième siècle, avec ses champs de bataille et ses camps, au vingt et unième siècle, avec ses nouveaux défis et ses nouvelles peurs. Les droits et libertés qu’elle garantit sont à la fois éternels et universels.

Je crois donc qu’il serait difficile de surestimer l’importance de notre Cour. Mais le système mis en place par la Convention européenne des Droits de l’Homme ne se limite pas à l’activité d’un seul organe. Son effectivité dépend nécessairement de la participation active des autres branches du Conseil de l’Europe et des gouvernements des Etats membres qui travaillent ensemble au sein du Comité des Ministres. Au-delà, elle dépend aussi et surtout de la participation active et positive des autorités nationales, particulièrement des autorités judiciaires, dont beaucoup sont représentées ici aujourd’hui. C’est un message que j’ai répété tout au long de mon mandat et j’ai eu le grand plaisir de rendre visite pratiquement à toutes les juridictions nationales suprêmes et constitutionnelles, qui sont nos partenaires dans le cadre de ce système. Mes collègues et moi-même avons toujours promu un dialogue continu entre ces juridictions et les organes de Strasbourg et je suis heureux de voir le nombre élevé de participants au séminaire d’aujourd’hui. Cela montre le degré élevé d’intérêt et d’implication des juges nationaux, et honnêtement, c’est ce qu’il faut. Il s’agit de votre Convention autant que de la nôtre – c’est également votre héritage, que vous devez préserver et faire fructifier, et transformer en une réalité vivante qui aidera et profitera aux ressortissants et aux résidents de vos pays.

Ensemble, nous avons entrepris et accompli beaucoup pendant ces huit années, et la Cour est à présent fermement établie sur la carte de l’Europe. Malgré certaines difficultés initiales, nous avons réussi à fusionner l’ancienne Commission et l’ancienne Cour. Nous avons mené la lutte contre ce qui constitue, selon les termes employés par Lord Woolf of Barnes, une multiplication par huit du...
nombre d’affaires depuis 1998, et nous nous en sommes sortis assez bien. En fait, je suis convaincu que nous nous en sommes même très bien sortis. Nous n’avons pas cessé de rationaliser et hiérarchiser nos méthodes de travail et nos procédures, et d’élever ainsi notre productivité, sans que pour autant la qualité de nos arrêts n’en ait souffert. Il est largement reconnu également que notre Cour est bien gérée, et qu’il y règne une bonne atmosphère de travail.

Notre jurisprudence, qui a toujours rejeté un positivisme stéréole pour adhérer plutôt à la doctrine de l’instrument vivant, constitue un phare et un symbole allant bien au-delà des frontières de l’Europe. Comme je l’ai déjà mentionné, nous avons entretenu un dialogue vivant avec nos collègues des cours suprêmes, constitutionnelles et internationales, et les visites que j’ai rendues à ces juridictions, presque toujours en compagnie du juge national, ont été pour moi une priorité. La Cour a adopté des directives sur la présence et les missions des juges, et elle va bientôt, je l’espère vivement, adopter son code éthique. La liste des réalisations que je pourrais mentionner est longue, mais je m’en tiendrais là.

Pendant ces huit années, la Cour a été confrontée à des changements radicaux. « Le changement », ce fut notre mot d’ordre, toujours. Depuis les débuts de la Cour en 1998, nous avons dû faire face à l’augmentation exponentielle de notre charge de travail et à la nécessité d’adapter nos méthodes de travail. J’aimerais remercier mes collègues et les membres du greffe pour leurs efforts, leur ouverture au changement, leur soutien à l’informatisation complète de ce que nous pouvons appeler nos « lignes de production ». Nous ne devons pas tomber dans la complaisance cependant. Le traitement des affaires substantielles est toujours trop long, dans certains cas intolérablement long, et cela compromet la crédibilité du système. Nous savions dès le début qu’il faudrait faire évoluer sans cesse le mécanisme de la Convention. Aujourd’hui encore, nous sommes conscients qu’il doit continuer à évoluer. A cet égard également, des efforts ont été faits, notamment l’élaboration et l’adoption du Protocole n° 14 et, plus récemment, l’instauration du Groupe des sages. Nous pouvons conclure de toute cette activité que personne n’a encore découvert le remède miracle, sans doute parce que, finalement, la réponse tient principalement aux systèmes juridiques nationaux, et que leur évolution représente inévitablement un lent et long processus. Dans l’intervalle, l’efficacité du mécanisme des organes de Strasbourg doit être accrue et c’est l’énorme du Protocole n° 14. Comme vous le savez, nous attendons une dernière ratification – celle de la Fédération de Russie – pour qu’il entre en vigueur. Je ne peux que rappeler que le Protocole contribuerait fortement à permettre à la Cour de faire face à l’augmentation du volume des requêtes, tout en aidant à limiter la hausse des coûts. L’un des buts sous-jacents du Protocole n° 14, et surtout des recommandations et résolutions qui l’accompagnent, consiste à ménager l’équilibre entre le mécanisme international et les autorités nationales en renforçant le principe de subsidiarité. Encore une fois, l’idée consiste à dire que les citoyens doivent être en mesure de faire valoir leurs droits devant les tribunaux nationaux ; or une protection internationale bien organisée des droits de l’homme ne peut jamais être aussi effective qu’un système de protection national qui fonctionne bien.

Tout semble plaider pour une rapide entrée en vigueur du Protocole n° 14. La Cour est prête pour cela, les projets de règlement nécessaires ont été adoptés, les méthodes de travail ont été ajustées, et tout cela nous a permis d’arriver à des augmentations substantielles de productivité. Nous ne devrions pas attendre les autres évolutions qui découleront du rapport du Groupe des sages ; nous devons aller de l’avant maintenant.

A l’occasion de mon dernier acte officiel en tant que président de la Cour, à savoir un discours devant les délégués des ministres, j’ai donc demandé aux autorités de la Fédération de Russie de jouer le jeu, de prendre pleinement part au système de la Convention et de donner à la Cour les outils dont elle a besoin pour poursuivre ses efforts visant à augmenter l’efficacité de ses processus. Le Protocole n° 14 n’est en aucune façon un texte révolutionnaire, mais il offre des solutions
pratiques à certains problèmes, notamment le mécanisme du juge unique pour les affaires manifestement irrecevables et celui du comité de trois juges pour les affaires répétitives. Le rapport du Groupe des sages se base sur ces mesures et présume leur mise en œuvre.


Mesdames et Messieurs, lorsque je me remémore toutes ces années en tant que président et en tant que juge, tant de souvenirs riches et vivaces me reviennent en mémoire : de collègues et d’amis, d’affaires importantes, de visites aux juridictions nationales, de réunions avec des juges de tous les pays membres du Conseil de l’Europe. Je suis tellement reconnaissant pour tous ces souvenirs, pour tout le soutien dont j’ai bénéficié, pour toute l’amitié dont on a bien voulu me gratifier. Bien sûr, c’est un crève-cœur de quitter la Cour, mais je le fais avec le sentiment que nous avons fait tout ce que nous pouvions dans la limite des ressources dont nous disposions. Je suis convaincu d’avoir transmis mes responsabilités à un nouveau président qui est parfaitement capable d’assumer cette mission, qui est particulièrement qualifié pour ce poste de par la grande expérience qu’il possède dans le domaine judiciaire et dans d’autres domaines, et pour lequel j’ai le plus grand respect en tant que juge et en tant que personne.

Evidemment je ne voudrais pas remettre mes pouvoirs et fonctions à un juge français sans le faire en français. Cher Jean-Paul, nous te connaissons tous et toutes comme un juge expérimenté, rapide, au style clair et élégant, mais en même temps précis et lucide, avec un solide bon sens. Tu as fait tes preuves à la Cour, et avant cela en suivant une carrière brillante et impressionnante en France. Je connais aussi tes qualités d’être humain et d’ami, et t’en suis très reconnaissant. Toute ma confiance et celle de mes collègues te sont acquises, et il ne me reste qu’à te souhaiter (ainsi qu’à Brigitte) beaucoup de chance, de succès et de santé, pour ton propre bien-être ainsi que celui de la Cour.
V. D I S C O U R S  D E  M.  J E A N - P A U L  C O S T A,
PRÉSIDENT DE LA COUR EUROPÉENNE
DES D ROITS DE L’H O M M E,
À L’OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D’OUVERTURE
DE L’ANNÉE JUDICIAIRE,
LE 19 JANVIER 2007
DISCOURS DE M. JEAN-PAUL COSTA,
PRÉSIDENT DE LA COUR EUROPÉENNE
DES DROITS DE L’HOMME,
À L’OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D’OUVERTURE
DE L’ANNÉE JUDICIAIRE,
LE 19 JANVIER 2007

Monsieur le Président du Comité des Ministres, Monsieur le Garde des Sceaux, Mesdames et Messieurs les Présidents, Excellences, Monsieur le Préfet de la Région Alsace, Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l’Europe, Madame la Secrétaire générale adjointe, chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Vous êtes très nombreux, et je vous en remercie au nom de la Cour, à assister à cette audience solennelle de rentrée de la Cour européenne des Droits de l’Homme. La présence d’un auditoire d’une telle ampleur, et les hautes fonctions exercées par ceux et celles qui le composent, nous font honneur, à mes collègues et à moi. Elles reflètent le respect et la considération portés à notre juridiction, partout en Europe et au-delà même de notre continent, et elles nous réconfortent et nous rassurent à un moment délicat de l’histoire, déjà quinquagénaire, de notre juridiction.

L’audience d’aujourd’hui revêt une signification particulière. Et tout d’abord parce qu’elle coïncide avec le départ de mon prédécesseur, le Président Luzius Wildhaber, qui a atteint hier à minuit la limite d’âge assignée aux juges par la Convention qui régit notre institution.

Je rendrai pour commencer, et je remplis ce devoir avec plaisir et sincérité, l’hommage qu’il mérite à Luzius Wildhaber. Élu au titre de la Suisse, juge de la Cour dès 1991, il en est devenu le président en 1998, grâce à la confiance de ses pairs, exprimée très largement et renouvelée deux fois depuis lors. L’accession à la présidence de Luzius Wildhaber s’est confondue avec l’entrée en vigueur du Protocole n° 11, qui a profondément réformé notre système. Sous ses mandats successifs, celui-ci a été confronté à une augmentation que certains qualifient d’exponentielle. Le nombre des requêtes nouvelles a sextuplé en huit ans, frôlant à présent le niveau de 40 000 par an, et grâce aux efforts inlassables des juges et du personnel du greffe, et aussi aux moyens supplémentaires fournis à la Cour par les États membres du Conseil de l’Europe, la Cour a pu faire face, même si le nombre actuel des affaires en instance – près de 90 000 – atteint un niveau au-delà duquel la croissance risque d’être ingérable ; j’y reviendrai.

Luzius Wildhaber a présidé et dirigé cette Cour avec compétence et sagesse, avec fermeté et humanité, avec brio et efficacité. Et notamment il a déployé – avec succès – tous ses efforts personnels pour faire connaître l’institution de tous les systèmes judiciaires nationaux et de toutes les autorités étatiques, y compris dans les pays les plus récemment entrés au sein du système européen de protection des droits de l’homme. Par son action, il aura puissamment élevé la connaissance et la prise de conscience, partout en Europe, des enjeux mêmes d’une telle protection. De cela, et de bien d’autres aspects de son activité au cours de ses années à Strasbourg, je tiens à le remercier et à lui rendre justice. Luzius Wildhaber laissera dans l’histoire le souvenir non seulement d’un juge et juriste éminent, mais d’un grand président. Je sais, je mesure déjà, que lui succéder est un honneur, et ne sera pas une tâche facile.

Mesdames et Messieurs, selon la tradition, cette cérémonie permet de retracer l’activité de la Cour pendant l’année écoulée. J’y procéderai assez rapidement, avant de consacrer l’essentiel de ce discours aux perspectives d’avenir.
Je sais que les statistiques peuvent être fastidieuses. Je me bornerai donc à citer quelques chiffres pour vous donner une idée de l’activité considérable que la Cour a déployée durant l’année 2006. Plus de 39 000 requêtes ont été enregistrées ou, pour être plus précis, attribuées à un organe décisionnel, appelant ainsi une décision judiciaire. Près de 30 000 d’entre elles ont abouti à une décision ou un arrêt. La différence démontre un déficit regrettable de presque 10 000 requêtes. Le nombre de requêtes pendantes au début de l’année 2007 atteint quasiment 90 000, dont plus de 65 000 attribuées à un organe décisionnel. Une comparaison avec l’année 2005 montre une augmentation du nombre total de nouvelles requêtes de 13 %. Quant au nombre d’affaires pendantes en fin d’année, il a augmenté de 12 %. Ces chiffres sont alarmants, et ce d’autant plus que la tendance à la hausse persiste au fil des années, même s’il a été possible de réduire quelque peu le déficit.

Face à cette situation, la Cour n’est bien entendu pas demeurée inactive. En 2006, le nombre d’affaires terminées a cru de 4 % tandis que le nombre d’arrêts rendus a augmenté de 40 %, ce qui reflète la politique de la Cour consistant à concentrer plus de ressources sur les affaires bien fondées. Au cours des deux dernières années, le nombre total de requêtes terminées a augmenté de 40 %, alors qu’à l’évidence les ressources financières et humaines mises à la disposition de la Cour, même si elles sont en hausse, n’ont nullement augmenté dans les mêmes proportions.

En réalité, notre Cour s’efforce d’accroître constamment son efficacité en rationalisant et en modernisant son organisation. Le greffe a procédé à une restructuration de ses divisions et a commencé à appliquer certaines des mesures recommandées par Lord Woolf of Barnes dans le rapport qu’il a rédigé à l’issue de son étude du fonctionnement de la Cour menée en 2005. Une unité a été spécialement mise en place au sein du greffe pour s’occuper de l’arrière, c’est-à-dire des requêtes les plus anciennes. Enfin, le 1er avril 2006, nous avons créé une cinquième section, ce qui a entraîné une diminution du nombre de juges dans chaque section et du nombre de juges siégeant comme suppléants dans chaque affaire, et a naturellement augmenté le nombre d’affaires traitées par chacun des juges. J’ajouterai que les juges et les agents du greffe ont déployé des efforts tout particuliers pour que la Cour soit prête à fonctionner selon les modalités prévues par le Protocole no 14 dès que celui-ci entrera en vigueur. Ces efforts ont essentiellement porté sur les méthodes de travail et le règlement de la Cour. D’après une évaluation provisoire, sans aucune augmentation de ressources, l’application du Protocole no 14 permettra à la Cour d’augmenter sa productivité d’au moins 25 %. Cela seul montre que, bien qu’il ne soit pas en lui-même suffisant, le Protocole no 14 nous est indispensable. J’y reviendrai.

Une activité aussi intense sur le plan quantitatif ne s’est pas faite, je le crois, au détriment de la qualité des arrêts rendus par la Cour. Même si, comme c’est le cas pour toute juridiction, certaines décisions peuvent être critiquées (et d’ailleurs nos arrêts ne sont pas tous rendus à l’unanimité), il me semble que les observateurs s’accordent tous à dire que la qualité et l’impact des arrêts rendus à Strasbourg suscitent le respect. Les arrêts adoptés en 2006 ont concerné un grand nombre d’Etats membres et certains ont tranché des questions nouvelles.

Permettez-moi de citer un petit nombre d’exemples tirés de notre jurisprudence récente.

Les affaires Sørensen et Rasmussen c. Danemark1 ont donné à la Cour l’occasion de se pencher sur les droits sociaux. La Cour a dit que la présence dans des contrats de travail de clauses de monopole syndical allait à l’encontre du droit d’association négatif, en l’occurrence du droit à ne pas être contraint d’adhérer à un syndicat, et emportait violation de l’article 11 de la Convention.

Dans l’affaire *Giniewski c. France*¹, la Cour a conclu à la violation de la liberté d’expression en ce que l’auteur d’un article paru dans un quotidien avait été condamné pour diffamation, alors même que la sanction était très modérée. L’article exprimait le point de vue que la doctrine défendue par l’Église catholique sur le judaïsme pouvait avoir conduit à l’antisémitisme contemporain et donc indirectement aux camps de concentration.

Dans son arrêt *Sejdovic c. Italie*², la Cour a estimé contraire au principe d’équité de la procédure le fait qu’un accusé ait été jugé en son absence alors qu’il n’avait pas été démontré qu’il avait cherché à se soustraire à la justice ou qu’il avait de manière non équivoque renoncé à son droit de se défendre personnellement, sans avoir eu ensuite la possibilité d’obtenir qu’un tribunal statue de nouveau sur l’accusation pénale dirigée contre lui.

Dans l’affaire *Stec et autres c. Royaume-Uni*³, après avoir considéré que la création de prestations sociales, même sans cotisations de la part du bénéficiaire, engendrait un intérêt patrimonial relevant de l’article 1 du Protocole n° 1, qui porte sur la protection de la propriété, la Cour a jugé que l’avantage conféré aux femmes par la législation britannique n’était pas contraire à l’article 14 de la Convention – lequel interdit la discrimination – combiné avec l’article 1 du Protocole n° 1. La Cour a notamment fondé sa conclusion sur une décision de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE), considérant qu’il y avait lieu « d’attacher un poids particulier à la valeur hautement persuasive de la conclusion à laquelle a abouti la CJCE ».

Comme dans la précédente affaire *Broniowski c. Pologne*⁴, l’affaire *Hutten-Czapska c. Pologne*⁵ a donné à la Cour l’occasion de rendre un arrêt pilote. Cette procédure, qui est selon moi porteuse d’espoir pour l’avenir, consiste à constater l’existence d’une violation structurelle (en l’occurrence de l’article 1 du Protocole n° 1) puis à dire que l’État, tout en conservant le choix des moyens, doit garantir, dans son ordre juridique, un mécanisme propre à redresser cette violation structurelle. Dans l’affaire *Hutten-Czapska*, le problème concernait le système de contrôle des loyers et la Cour, dans le dispositif de son arrêt, a dit que la Pologne devait ménager un juste équilibre entre les intérêts des propriétaires et l’intérêt général de la collectivité, conformément aux normes de protection du droit de propriété énoncées dans la Convention.

Enfin, dans l’affaire *Jalloh c. Allemagne*⁶, la Cour – très partagée dans son vote – a rendu un arrêt concluant à la violation de l’article 3 de la Convention. Un procureur avait ordonné qu’un médecin administre un émétique au requérant, soupçonné d’avoir avalé un sachet contenant de la drogue, pour le faire vomir. Sous l’effet du médicament, le requérant a régurgité le sachet, et il a en fin de compte été condamné pour trafic de stupéfiants. La Cour a conclu que le requérant avait été soumis à des traitements inhumains et dégradants contraires à l’article 3.

Ces exemples, choisis parmi beaucoup d’autres que j’aurais pu citer, montrent que l’énorme quantité d’affaires que la Cour doit traiter ne l’empêche pas de rendre des décisions très importantes et soigneusement rédigées. Bien qu’ils n’aient pas d’effet *erga omnes*, ses arrêts influencent les juges et législateurs de tous les États Parties et contribuent réellement à l’harmonisation des normes européennes dans le domaine des droits et libertés. A cet égard, j’aimerais rendre hommage aux juridictions internes, qui appliquent de plus en plus volontiers la jurisprudence de Strasbourg – voire la devancent – permettant ainsi à la coopération judiciaire de devenir une réalité.

---

1. N° 64016/00, 31 janvier 2006.
2. [GC], n° 56581/00, 1er mars 2006.
3. [GC], n° 65731/01 et 65900/01, 12 avril 2006.
4. [GC], n° 31443/96, CEDH 2004-V.
5. [GC], n° 35014/97, 19 juin 2006.
6. [GC], n° 54810/00, 11 juillet 2006.
J’en viens maintenant à ce qui me paraît l’essentiel : quel rôle joue notre Cour ? Quelles sont ses perspectives d’avenir ?

A mes yeux, la Cour européenne des Droits de l’Homme tient une place capitale, de par son existence et grâce à sa jurisprudence, dans l’amélioration lente et progressive de la protection des droits de l’homme. Pour moi, l’article le plus important de la Convention est son article premier : « Les Hautes Parties contractantes reconnaissent à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis au titre I de la (...) Convention ». Les Hautes Parties contractantes, ce sont les quarante-six États membres ; mais j’espère bien que, dans un avenir proche, l’Union européenne le deviendra elle aussi : l’actuelle panne du Traité établissant une Constitution pour l’Europe est un incident fâcheux de l’histoire, mais l’Européen convaincu que je suis sait bien que la construction européenne ne s’est pas faite sans heurts ni coups d’arrêt et que, comme Galilée le disait de notre planète, « et pourtant, elle tourne », et donc l’Europe tourne et finit toujours par avancer, et pas seulement l’Europe des juges.

C’est aux États membres du Conseil de l’Europe qu’il appartient au premier chef de veiller au respect des droits et libertés de ceux, nationaux ou étrangers, qui relèvent de leur juridiction, au sens de l’article 1er que je viens de citer. Serait-ce faire preuve d’optimisme, voire d’angélisme, que d’estimer que, depuis la signature de la Convention en 1950, cette obligation de respecter les droits de l’homme est globalement de mieux en mieux remplie ? Des dictatures ont disparu et fait place à des régimes démocratiques dans le Sud de notre continent ; le mur de Berlin est tombé et le rideau de fer s’est levé, il y a déjà plus de quinze ans. Malgré de graves conflits comme la guerre en ex-Yougoslavie, les problèmes kurde ou tchétchène, malgré le terrorisme, dont la Cour a considéré dès 1978 qu’il constituait une grave violation des droits de l’homme, et que les États ont le devoir de lutter contre lui, sur le long terme, la barbarie dans l’ensemble recule, la démocratie progresse, les droits de l’homme s’épanouissent.

Ce processus est largement dû aux États eux-mêmes et à leurs peuples. Mais, sans oublier l’apport de l’opinion publique, qui est de plus en plus internationale, des organisations non gouvernementales, de la presse, des Barreaux, comment nier la contribution essentielle de notre Cour ? Celle-ci n’est pas le fruit d’une génération spontanée : elle a été voulue par la Convention (donc par les États), dont l’article 19 est l’écho ou le miroir de son article 1er : « Afin d’assurer le respect des engagements résultant pour les Hautes Parties contractantes de la (...) Convention, il est institué une Cour européenne des Droits de l’Homme (...) »

Ses jugements, qu’ils rejettent une requête ou qu’ils condamnent un État, font autorité et tracent la ligne de démarcation entre ce qui est tolérable et ce qui ne l’est pas. Nous sommes, et mes collègues et moi en sommes fiers, nous sommes l’institution qui a le devoir et le pouvoir de dire « halte ! », et ceci en vertu de l’engagement solennel et librement consenti des États, ce qui d’ailleurs est, à mon avis, assez admirable de leur part : ils admettent que la justice doit prévaloir sur la raison d’État.

Pascal disait : « La justice sans la force est impuissante ; la force sans la justice est tyrannique » ; mais il ajoutait : « Il faut donc mettre ensemble la justice et la force ; et pour cela faire que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste. » Il me semble que le texte signé à Rome le 3 novembre 1950, la Convention, constitue un pari que je n’ose dire pascalien : faire, grâce à un abandon de souveraineté, que la justice européenne des droits de l’homme soit forte, ce qui veut dire respectée.

Mais, avant d’être forte, encore faut-il que la justice soit juste. Et j’entends parfois dire que notre Cour ne serait pas juste, qu’elle rendrait des jugements non juridiques, mais politiques. J’ai moi-même, au cours de missions variées, entendu cette accusation, et l’expérience m’a montré que...
lorsqu’on explique la réalité des choses calmement, elle finit par se dissiper ; les accusateurs se désistent. Je plaide fermement non coupable, et, je crois, tous mes collègues avec moi. Dans un monde lui-même politisé autant qu’il est médiatisé, les hommes et les femmes qui composent notre juridiction rendent, malaisément mais avec une grande honnêteté, une justice qui se fonde sur le Droit, lequel n’est pas une science exacte, et sur l’équité, qui est une notion subjective par essence. Je nie qu’ils rendent des jugements politiques, ou qu’ils pratiquent je ne sais quels doubles ou triples standards ; parce que c’est tout simplement faux. Nos arrêts, je l’ai dit, sont ouverts à la critique. Nous pouvons nous tromper, mais nous ne cédons à aucune politisation.


Ne nous faisons pas d’illusion : la source ne va pas se tarir rapidement. Mais entre le tarissement et le « tsunami », il y a beaucoup de place pour le progrès effectif du principe de subsidiarité.


Le Protocole n° 14 a été voulu par les États. Il a fait suite aux travaux du groupe d’évaluation, institué par la Conférence interministérielle de Rome dès novembre 2000 et dont le rapport date de septembre 2001. Ces initiatives s’inscrivaient dans un processus que le Président Wildhaber avait qualifié de « réforme de la réforme », parce qu’il est devenu rapidement clair que le Protocole n° 11 ne suffirait plus à l’efficacité du système.

Le Protocole n° 14 a été élaboré grâce à des travaux intergouvernementaux. Il a été achevé et ouvert à la signature dès le 13 mai 2004. Depuis lors, les quarante-six États l’ont signé ; quatre-vingt-cinq l’ont ratifié. Un seul manque encore à l’appel, et c’est d’autant plus surprenant que les plus hautes autorités de cet État se déclarent favorables à notre Cour et à son renforcement. Je ne répéterai pas comme Caton, « delenda est Carthago », car il ne s’agit pas de détruire, mais au contraire de consolider et de construire, mais je répéterai inlassablement : « il faut faire entrer en vigueur le Protocole 14 ». Et le plus tôt sera le mieux. Je suis intimement persuadé que cet impératif catégorique, comme disait Kant, est également une décision fondée sur la raison pratique, pour citer à nouveau le philosophe de Königsberg. Et donc j’espère, je suis sûr, que la raison prévaudra.

Iglesias, ancien président de la CJCE, au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, et les délégués des ministres ont unanimement salué la qualité et la richesse de ce rapport. Je remercie moi-même les onze sages pour leur travail et pour leurs propositions, sur lesquelles notre Cour donnera son avis. Mais, au risque de me répéter, j'observe que le rapport des sages présuppose le Protocole n° 14 ; il n’est nullement un substitut à celui-ci, encore moins un « Plan B » (si j’ose dire).

La Cour, vous le voyez, est donc confrontée à des problèmes délicats, en particulier des problèmes de gestion du calendrier, qui créent une incertitude fâcheuse, y compris quant à la situation personnelle de mes collègues.

Cela dit, au-delà de ces difficultés techniques qui sont solubles, mais surtout si l’entrée en vigueur du Protocole n° 14 intervient bientôt, c’est l’avenir du système qui est en jeu. Celui-ci repose sur un mécanisme unique en son genre : l’accès direct de 800 millions de justiciables à une juridiction internationale chargée de veiller, en dernier ressort, à la protection de leurs droits les plus fondamentaux.

Je suis personnellement favorable à ce droit de recours individuel, conquis de haute lutte, et donc à son maintien.

Mais ne nous voilons pas la face. J’ai trop milité en faveur du principe de réalité, au-delà des apparences, pour ne pas percevoir que, sans des réformes importantes, certains disent radicales, l’afflux de requêtes devant une juridiction submergée risque de tuer de facto le recours individuel. Celui-ci deviendra une sorte de catoblépas, cet animal fabuleux qui, selon la légende, se dévorait lui-même !

En 2006 la Cour a rendu plus de 1 500 arrêts sur le fond, ce qui est en une seule année presque deux fois plus que le total des arrêts délivrés par l’ancienne Cour en presque quarante ans, de 1960 à 1998 ! Mais ce nombre élevé ne doit pas cacher que près de 95 % des requêtes jugées en 2006 l’ont été non pas par des arrêts mais par des décisions, qui les ont déclarées irrecevables ou les ont rayées du rôle. Est-il à la gloire d’une juridiction qui a de hautes ambitions et de grandes responsabilités que d’écarter autant de requêtes comme dénuées de tout fondement ? Est-ce défendre efficacement les droits de l’homme que de statuer sur le bien-fondé des plaintes une fois sur vingt seulement ? En l’état actuel des choses, notre Cour ne peut pas faire autrement. Faisons, tous ensemble, s’il vous plaît, qu’il en soit autrement à l’avenir. Et commençons par donner aux instruments dont nous avons besoin la force juridique propre à leur faire produire leurs effets positifs.

Mesdames, Messieurs, j’ai conscience d’avoir été long. Mais puisque janvier est le mois des vœux, permettez-moi avant de conclure d’abord de vous présenter à tous et à toutes, au nom de tous mes collègues et en mon nom, mes vœux les meilleurs pour 2007, ensuite d’exprimer solennellement un souhait : que le plus grand système de protection des droits et libertés qui existe dans le monde trouve un nouveau souffle, et sorte de ses difficultés actuelles – avec votre concours, j’y insiste – rasséréné et renforcé.

Un slogan de mai 1968, en France, disait « soyez réalistes, demandez l’impossible ! ». C’est au contraire parce que je crois que c’est possible que je considère mon souhait comme réaliste.

Je vous remercie vivement de votre attention.
VI. Visites
<table>
<thead>
<tr>
<th>Date</th>
<th>Visites</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>12 janvier 2006</td>
<td>Me Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale, Chef du département fédéral des Affaires étrangères, Suisse</td>
</tr>
<tr>
<td>19 janvier 2006</td>
<td>Me Tülay Tuğcu, Présidente de la Cour constitutionnelle, Turquie</td>
</tr>
<tr>
<td>20 janvier 2006</td>
<td>M. Petr Pithart, Premier Vice-président du Sénat, et Me Iva Brožová, Présidente de la Cour suprême, République tchèque</td>
</tr>
<tr>
<td>20 janvier 2006</td>
<td>M. Jean-Louis Nadal, Procureur général près la Cour de cassation, M. Régis de Gouttes, Premier Avocat général, et M. Jean-Baptiste Avel, Chargé de mission auprès du Procureur général pour les affaires internationales, France</td>
</tr>
<tr>
<td>24 janvier 2006</td>
<td>M. Sergueï Stanichev, Premier ministre, Bulgarie</td>
</tr>
<tr>
<td>24 janvier 2006</td>
<td>Délégation parlementaire, Liechtenstein</td>
</tr>
<tr>
<td>11 avril 2006</td>
<td>M. Vlado Buchkovski, Premier ministre, « ex-République yougoslav de Macédoine »</td>
</tr>
<tr>
<td>18 mai 2006</td>
<td>Me María Emilia Casas Baamonde, Présidente de la Cour constitutionnelle, Espagne</td>
</tr>
<tr>
<td>18 mai 2006</td>
<td>M. Pascal Clément, Garde des Sceaux, France</td>
</tr>
<tr>
<td>20 juin 2006</td>
<td>M. Osman Arslan, Président de la Cour de Cassation, Turquie</td>
</tr>
<tr>
<td>22 juin 2006</td>
<td>M. Margarit Ganev, Ministre adjoint de la Justice, M. Petar Rachkov, Directeur de la Coopération internationale et de l’intégration européenne au ministère de la Justice, et M. Guéorgui Roupchchev, Chef du service de la Coopération juridique internationale au ministère de la Justice, Bulgarie</td>
</tr>
<tr>
<td>27 juin 2006</td>
<td>M. Franco Frattini, Vice-président de la Commission européenne et Commissaire européen à la justice</td>
</tr>
<tr>
<td>28 juin 2006</td>
<td>M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre, Turquie</td>
</tr>
<tr>
<td>26 septembre 2006</td>
<td>M. Michel Petite, Directeur général du service juridique de la Commission européenne</td>
</tr>
<tr>
<td>3 octobre 2006</td>
<td>M. Adnan Terzić, Premier ministre, Bosnie-Herzégovine</td>
</tr>
<tr>
<td>Date</td>
<td>Nom et Titre</td>
</tr>
<tr>
<td>------------------</td>
<td>------------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>17 octobre 2006</td>
<td>Cour suprême, Lettonie</td>
</tr>
<tr>
<td>19 octobre 2006</td>
<td>Mme Vida Petrović-Skero, Présidente de la Cour suprême, Serbie</td>
</tr>
<tr>
<td>14 décembre 2006</td>
<td>M. Štefan Harabin, Vice-premier ministre et Ministre de la Justice, Slovaquie</td>
</tr>
</tbody>
</table>
VII. ACTIVITÉS DE LA GRANDE CHAMBRE ET DES SECTIONS
ACTIVITÉS DE LA GRANDE CHAMBRE ET DES SECTIONS

1. Grande Chambre

Le nombre d’affaires pendantes devant la Grande Chambre était de 27 (concernant 31 requêtes) au début de l’année et de 22 (concernant 25 requêtes) en fin d’année.

23 nouvelles affaires (concernant 26 requêtes) ont été déférées à la Grande Chambre : 10 affaires dans lesquelles une chambre s’est dessaisie en faveur de la Grande Chambre en vertu de l’article 30 de la Convention, et 13 dans lesquelles le collège de la Grande Chambre a accueilli les demandes de renvoi au titre de l’article 43 de la Convention.

La Grande Chambre a tenu 16 audiences.

Elle a rendu 1 décision sur la recevabilité et 25 arrêts sur le fond (concernant 27 requêtes – 8 dessaisissements et 17 renvois), ainsi que 5 arrêts entérinant des règlements amiables et prononçant des radiations du rôle.

2. Première section

En 2006, la section a tenu 40 réunions de chambre. Des audiences ont été organisées dans 6 affaires, et des délégués sont allés recueillir des preuves dans 1 affaire. La section a rendu 264 arrêts : 259 statuant sur le fond, 3 entérinant des règlements amiables et 2 sanctionnant des radiations du rôle. La section a appliqué l’article 29 § 3 de la Convention (examen conjoint de la recevabilité et du fond) dans 581 affaires et 192 arrêts ont été rendus selon cette procédure.

Parmi les requêtes examinées par une chambre

a) 136 ont été déclarées recevables ;
b) 56 ont été déclarées irrecevables ;
c) 106 ont été rayées du rôle ; et
d) 694 ont été communiquées à l’Etat concerné pour observations, dont 534 par le président.

De surcroît, la section a tenu 44 réunions de comité. 5 947 requêtes ont été déclarées irrecevables et 58 rayées du rôle. Le nombre total de requêtes rejetées par un comité représente 97 % des décisions d’irrecevabilité et de radiation prises par la section au cours de l’année.

A la fin de l’année, 18 248requêtes étaient pendantes devant la section.

3. Deuxième section

En 2006, la section a tenu 43 réunions de chambre (dont 3 dans le cadre de son ancienne composition). Des audiences ont eu lieu dans 6 affaires. La section a adopté 373 arrêts (dont 13 dans son ancienne composition) : 363 statuant sur le fond, 4 entérinant un règlement amiable, 3 sanctionnant la radiation du rôle, 2 concernant la satisfaction équitable et 1 la révision d’un arrêt antérieur. Elle a appliqué l’article 29 § 3 de la Convention (examen conjoint de la recevabilité et du fond) dans 593 affaires, et 293 arrêts ont été rendus selon cette procédure.
Parmi les requêtes examinées par une chambre

a) 31 ont été déclarées recevables ;
b) 128 ont été déclarées irrecevables ;
c) 133 ont été rayées du rôle (dont 1 qui avait été précédemment déclarée recevable) ; et
d) 641 ont été communiquées à l’Etat concerné pour observations, dont 502 par le président.

En outre, la section a tenu 78 réunions de comité. 4 477 requêtes ont été déclarées irrecevables et 94 rayées du rôle. Le nombre total de requêtes rejetées par un comité représente 94,6 % des décisions d’irrecevabilité et de radiation prises par la section au cours de l’année.

A la fin de l’année, 10 163 requêtes étaient pendantes devant la section.

4. Troisième section

En 2006, la section a tenu 42 réunions de chambre1. Une audience a eu lieu dans 1 affaire. La section a adopté 446 arrêts2 : 434 statuant sur le fond, 10 entérinant un règlement amiable et 2 sanctionnant la radiation du rôle. Elle a appliqué l’article 29 § 3 de la Convention (examen conjoint de la recevabilité et du fond) dans 872 affaires, et 371 arrêts ont été rendus selon cette procédure.

Parmi les requêtes examinées par une chambre

a) 33 ont été déclarées recevables ;
b) 725 ont été déclarées irrecevables ;
c) 103 ont été rayées du rôle ; et
d) 873 ont été communiquées à l’Etat concerné pour observations, dont 795 par le président.

En outre, la section a tenu 42 réunions de comité. 4 752 requêtes ont été déclarées irrecevables et 86 rayées du rôle. Le nombre total de requêtes rejetées par un comité représente 85,4 % des décisions d’irrecevabilité et de radiation prises par la section au cours de l’année.

A la fin de l’année, 15 333 requêtes étaient pendantes devant la section.

5. Quatrième section

En 2006, la section a tenu 40 réunions de chambre. Des audiences ont eu lieu dans 4 affaires. La section a rendu 293 arrêts : 281 statuant sur le fond et 8 entérinant un règlement amiable. Elle a appliqué l’article 29 § 3 de la Convention (examen conjoint de la recevabilité et du fond) dans 480 affaires, et 236 arrêts ont été rendus selon cette procédure.

Parmi les requêtes examinées par une chambre

a) 48 ont été déclarées recevables ;
b) 146 ont été déclarées irrecevables ;
c) 88 ont été rayées du rôle ; et
d) 542 ont été communiquées à l’Etat concerné pour observations, dont 396 par le président.

De surcroît, la section a tenu 54 réunions de comité. Dans ce cadre, 7 431 requêtes ont été déclarées irrecevables et 115 rayées du rôle. Le nombre total des requêtes rejetées par un comité représente 96,99 % des décisions d’irrecevabilité et de radiation adoptées par la section durant l’année.

A la fin de l’année, 7 407 requêtes étaient pendantes devant la section.

6. Cinquième section

La toute nouvelle cinquième section, qui a commencé à fonctionner le 1er avril 2006, a tenu 28 réunions de chambre. Aucune audience n’a eu lieu. La section a rendu 164 arrêts, dont 163 statuant sur le fond et 1 entérinant un règlement amiable. Elle a appliqué l’article 29 § 3 de la Convention (examen conjoint de la recevabilité et du fond) dans 437 affaires, et 145 arrêts ont été rendus selon cette procédure.

Parmi les requêtes examinées par une chambre

a) 19 ont été déclarées recevables ;
b) 72 ont été déclarées irrecevables ;
c) 82 ont été rayées du rôle ; et
d) 453 ont été communiquées à l’État concerné pour observations, dont 396 par le président.

Par ailleurs, la section a tenu 29 réunions de comité. 3 509 requêtes ont été déclarées irrecevables et 41 ont été rayées du rôle. Le nombre total de requêtes rejetées par un comité représente 95,8 % des décisions d’irrecevabilité et de radiation prises par la section au cours de l’année.

A la fin de l’année, 13 798 affaires étaient pendantes devant la section.
VIII. PUBLICATION DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR
A. Recueil des arrêts et décisions

La collection officielle renfermant une sélection des arrêts et décisions de la Cour, à savoir le Recueil des arrêts et décisions (auquel l’on se réfère par le sigle de la Cour européenne des Droits de l’Homme, CEDH), est éditée par Carl Heymanns Verlag GmbH, Luxemburger Straße 449, D-50939 Cologne (tél. : (+49) 221/94373-0 ; fax : (+49) 221/94373-901 ; adresse Internet : http://www.heymanns.com). L’éditeur offre des conditions spéciales pour tout achat d’une collection complète des arrêts et décisions et se charge aussi de les diffuser, en collaboration, pour certains pays, avec les agents de vente ci-dessous mentionnés.

Belgique : Etablissements Emile Bruylant, 67, rue de la Régence, B-1000 Bruxelles

Luxembourg : Librairie Promoculture, 14, rue Duscher (place de Paris), B.P. 1142, L-1011 Luxembourg-Gare

Pays-Bas : B.V. Juridische Boekhandel & Antiquariaat A. Jongbloed & Zoon, Noordeinde 39, NL-2514 GC La Haye

Les textes publiés sont précédés de notes et de sommaires. Un index faisant l’objet d’un volume distinct paraît pour chaque année. La publication des arrêts et décisions rendus en 2006 cités ci-dessous a été acceptée. Les affaires de Grande Chambre sont indiquées par [GC]. Lorsqu’un arrêt de chambre n’est pas définitif ou lorsqu’une demande de renvoi devant la Grande Chambre est pendante, la décision de publier cet arrêt revêt un caractère provisoire.

Arrêts

Sørensen et Rasmussen c. Danemark [GC], n° 52562/99 et 52620/99, 11 janvier 2006
Mizzi c. Malte, n° 26111/02, 12 janvier 2006 (extraits)
Aoulmi c. France, n° 50278/99, 17 janvier 2006 (extraits)
Danell et autres c. Suède (règlement amiable), n° 54695/00, 17 janvier 2006
Elli Poluhas Dödsbo c. Suède, n° 61564/00, 17 janvier 2006
Giniewski c. France, n° 64016/00, 31 janvier 2006
Mürsel Eren c. Turquie, n° 60856/00, 7 février 2006
Turek c. Slovaquie, n° 57986/00, 14 février 2006 (extraits)
Parti populaire démocrate-chrétien c. Moldova, n° 28793/02, 14 février 2006
Tüm Haber Sen et Çınar c. Turquie, n° 28602/95, 21 février 2006
Sejdovic c. Italie [GC], n° 56581/00, 1er mars 2006
Van Glabekc c. France, n° 38287/02, 7 mars 2006
Yassar Hussain c. Royaume-Uni, n° 8866/04, 7 mars 2006
Blečič c. Croatie [GC], n° 59532/00, 8 mars 2006
Menecheva c. Russie, n° 59261/00, 9 mars 2006
Svipsta c. Lettonie, n° 66820/01, 9 mars 2006 (extraits)
Cenbauer c. Croatie, n° 73786/01, 9 mars 2006
Eko-Elda AVEE c. Grèce, n° 10162/02, 9 mars 2006
Ždanoka c. Lettonie [GC], n° 58278/00, 16 mars 2006
Campagnano c. Italie, n° 77955/01, 23 mars 2006
Soukhovetski c. Ukraine, n° 13716/02, 28 mars 2006
Achour c. France [GC], n° 67335/01, 29 mars 2006
Scordino c. Italie (n° j) [GC], n° 36813/97, 29 mars 2006
Musci c. Italie [GC], n° 64699/01, 29 mars 2006 (extraits)
Cocchiarella c. Italie [GC], n° 64886/01, 29 mars 2006
Sarti et Çolak c. Turquie, n° 42596/98 et 42603/98, 4 avril 2006 (extraits)
Stankiewicz c. Pologne, n° 46917/99, 6 avril 2006
Martinie c. France [GC], n° 58675/00, 12 avril 2006
Stec et autres c. Royaume-Uni [GC], n° 65731/01 et 65900/01, 12 avril 2006
Zoubko et autres c. Ukraine, n° 3955/04, 5622/04, 8538/04 et 11418/04, 26 avril 2006 (extraits)
Sannino c. Italie, n° 30961/03, 27 avril 2006
Ergin c. Turquie (n° 6), n° 47533/99, 4 mai 2006 (extraits)
Grant c. Royaume-Uni, n° 32570/03, 23 mai 2006
Weissman et autres c. Roumanie, n° 63945/00, 24 mai 2006 (extraits)
Fodale c. Italie, n° 70148/01, 1er juin 2006
Segerstedt-Wiberg et autres c. Suède, n° 62332/00, 6 juin 2006
Sürmeli c. Allemagne [GC], n° 75529/01, 8 juin 2006
Woś c. Pologne, n° 22860/02, 8 juin 2006
Lupsa c. Roumanie, n° 10337/04, 8 juin 2006
Lykourezos c. Grèce, n° 33554/03, 15 juin 2006
Hutten-Czapska c. Pologne [GC], n° 35014/97, 19 juin 2006
Babylonová c. Slovaquie, n° 69146/01, 20 juin 2006
Zarb Adami c. Malte, n° 17209/02, 20 juin 2006
Vayiç c. Turquie, n° 18078/02, 20 juin 2006 (extraits)
Draon c. France (satisfaction équitable/radiation) [GC], n° 1513/03, 21 juin 2006
Maurice c. France (satisfaction équitable/radiation) [GC], n° 11810/03, 21 juin 2006
Öllinger c. Autriche, n° 76900/01, 29 juin 2006
Ramirez Sanchez c. France [GC], n° 59450/00, 4 juillet 2006
Salah c. Pays-Bas, n° 8196/02, 6 juillet 2006 (extraits)
Jalloh c. Allemagne [GC], n° 54810/00, 11 juillet 2006
Jäggi c. Suisse, n° 58757/00, 13 juillet 2006
Keegan c. Royaume-Uni, n° 28867/03, 18 juillet 2006
Mamic c. Slovénie (n° 2), n° 75778/01, 27 juillet 2006 (extraits)
Olachea Cahuas c. Espagne, n° 24668/03, 10 août 2006 (extraits)
Matijašević c. Serbie, n° 23037/04, 19 septembre 2006
Monnat c. Suisse, n° 73604/01, 21 septembre 2006
Wainwright c. Royaume-Uni, n° 12350/04, 26 septembre 2006
Fleri Soler et Camilleri c. Malte, n° 35349/05, 26 septembre 2006
McKay c. Royaume-Uni [GC], n° 543/03, 3 octobre 2006
Branche de Moscou de l’Armée du Salut c. Russie, n° 72881/01, 5 octobre 2006
Bolat c. Russie, n° 14139/03, 5 octobre 2006 (extraits)
Marcello Viola c. Italie, n° 45106/04, 5 octobre 2006 (extraits)
L.L. c. France, n° 7508/02, 10 octobre 2006
Paulik c. Slovaquie, n° 10699/05, 10 octobre 2006 (extraits)
Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, n° 13178/03, 12 octobre 2006
Oktali c. Turquie, n° 52067/99, 17 octobre 2006 (extraits)
Hermi c. Italie [GC], n° 18114/02, 18 octobre 2006
Üner c. Pays-Bas [GC], n° 46410/99, 18 octobre 2006
Khoudobine c. Russie, n° 59696/00, 26 octobre 2006 (extraits)
Chrai c. Allemagne, n° 65655/01, 26 octobre 2006
Jeličić c. Bosnie-Herzégovine, n° 41183/02, 31 octobre 2006
Földes et Földesné Hajlik c. Hongrie, n° 41463/02, 31 octobre 2006
Giacomelli c. Italie, n° 59909/00, 2 novembre 2006
Radovici et Stănescu c. Roumanie, n°s 68479/01, 71351/01 et 71352/01, 2 novembre 2006 (extraits)
Dacosta Silva c. Espagne, n° 69966/01, 2 novembre 2006
Mamère c. France, n° 12697/03, 7 novembre 2006
Sacilor-Lormines c. France, n° 65411/01, 9 novembre 2006
Loulouïev et autres c. Russie, n° 69480/01, 9 novembre 2006 (extraits)
Imakieva c. Russie, n° 7615/02, 9 novembre 2006 (extraits)
Kaste et Mathisen c. Norvège, n°s 18885/04 et 21166/04, 9 novembre 2006
Jussila c. Finlande [GC], n° 73053/01, 23 novembre 2006
Apostol c. Géorgie, n° 40765/02, 28 novembre 2006
Oya Ataman c. Turquie, n° 74552/01, 5 décembre 2006
Csikás c. Hongrie, n° 37251/04, 5 décembre 2006 (extraits)
Bajrami c. Albanie, n° 35853/04, 12 décembre 2006 (extraits)
Burden c. Royaume-Uni, n° 13378/05, 12 décembre 2006
Markovic et autres c. Italie [GC], n° 1398/03, 14 décembre 2006
Lupaş et autres c. Roumanie, n°s 1434/02, 35370/02 et 1385/03, 14 décembre 2006 (extraits)
Tararieva c. Russie, n° 4353/03, 14 décembre 2006 (extraits)
Radio Twist, a.s., c. Slovaquie, n° 62202/00, 19 décembre 2006
Bartik c. Russie, n° 55565/00, 21 décembre 2006

Décisions

Içyer c. Turquie (déc.), n° 18888/02, 12 janvier 2006
Hingitaq et autres c. Danemark (déc.), n° 18584/04, 12 janvier 2006
Kolk et Kislyiy c. Estonie (déc.), n°s 23052/04 et 24018/04, 17 janvier 2006
Kurtulmuş c. Turquie (déc.), n° 65500/01, 24 janvier 2006
Köse et autres c. Turquie (déc.), n° 26625/02, 24 janvier 2006
Melchior c. Allemagne (déc.), n° 66783/01, 2 février 2006
Thevenon c. France (déc.), n° 2476/02, 28 février 2006
Z. et T. c. Royaume-Uni (déc.), n° 27034/05, 28 février 2006
Saydam c. Turquie (déc.), n° 26557/04, 7 mars 2006
Valico S.r.l. c. Italie (déc.), n° 70074/01, 21 mars 2006
Van Vondel c. Pays-Bas (déc.), n° 38258/03, 23 mars 2006
Bompard c. France (déc.), n° 44081/02, 4 avril 2006
Molka c. Pologne (déc.), n° 56550/00, 11 avril 2006
Keretchachvili c. Géorgie (déc.), n° 5667/02, 2 mai 2006 (extraits)
McBride c. Royaume-Uni (déc.), n° 1396/06, 9 mai 2006
Estate of Kresten Filtenborg Mortensen c. Danemark (déc.), n° 1338/03, 15 mai 2006
Lederer c. Allemagne (déc.), n° 6213/03, 22 mai 2006
Matyjek c. Pologne (déc.), n° 38184/03, 30 mai 2006
Szabo c. Suède (déc.), n° 28578/03, 6 juin 2006
Houdart et Vincent c. France (déc.), n° 28807/04, 6 juin 2006 (extraits)
Weber et Saravia c. Allemagne (déc.), n° 54934/00, 29 juin 2006
Treska c. Albanie et Italie (déc.), n° 26937/04, 29 juin 2006 (extraits)
Gavella c. Croatie (déc.), n° 33244/02, 11 juillet 2006 (extraits)
Konrad et autres c. Allemagne (déc.), n° 35504/03, 11 septembre 2006
Dogmoch c. Allemagne (déc.), n° 26315/03, 18 septembre 2006
Quark Fishing Ltd c. Royaume-Uni (déc.), n° 15305/06, 19 septembre 2006
Palusiński c. Pologne (déc.), n° 62414/00, 3 octobre 2006
Association SOS Attentats et de Boëry c. France (déc.) [GC], n° 76642/01, 4 octobre 2006
Trocellier c. France (déc.), n° 75725/01, 5 octobre 2006
Pokis c. Lettonie (déc.), n° 528/02, 5 octobre 2006
Coopérative des agriculteurs de la Mayenne et Coopérative laitière Maine-Anjou c. France (déc.), n° 16931/04, 10 octobre 2006
Asci c. Autriche (déc.), n° 4483/02, 19 octobre 2006
Chroust c. République tchèque (déc.), n° 4295/03, 20 novembre 2006
Parry c. Royaume-Uni (déc.), n° 42971/05, 28 novembre 2006
Artïomov c. Russie (déc.), n° 17582/05, 7 décembre 2006
Van der Velden c. Pays-Bas (déc.), n° 29514/05, 7 décembre 2006
Ben El Mahi c. Danemark (déc.), n° 5853/06, 11 décembre 2006

B. Le site Internet de la Cour

Le site Internet de la Cour (http://www.echr.coe.int) fournit des informations à caractère général sur la Cour, notamment sa composition, son organisation et sa procédure, des renseignements détaillés sur les affaires pendantes et les audiences, ainsi que le texte des communiqués de presse. En outre, il donne accès à la base de données jurisprudentielle de la Cour (HUDOC), qui contient le texte intégral de tous les arrêts et de toutes les décisions sur la recevabilité, autres que celles adoptées par des comités de trois juges, et ce depuis 1986 (plus certains textes antérieurs), ainsi qu’aux résolutions du Comité des Ministres se rapportant à la Convention européenne des Droits de l’Homme. On accède à la base de données par l’intermédiaire d’un écran de recherche avancée, et un puissant moteur de recherche permet de procéder à des recherches dans le texte et/ou certains champs distincts. Sont également disponibles un manuel d’utilisation et une fonction d’aide.

En 2006, le site de la Cour a été consulté 152 millions de fois et a reçu 2,2 millions de visites.

La base de données de la Cour est également disponible sur CD-Rom (http://www.echr.coe.int/HUDOCCD/Default.htm).

De plus, les notes mensuelles d’information sur la jurisprudence sont disponibles à l’adresse suivante : http://www.echr.coe.int/echr/noteinformation/fr. Ces notes contiennent les résumés des affaires que les greffiers de section et le chef de la division des publications et de l’information sur la jurisprudence ont sélectionnées en raison de leur intérêt (arrêts, requêtes déclarées recevables ou irrecevables et affaires communiquées au gouvernement défendeur pour observations).
IX. Sélection d’arrêts rendus par la Cour en 2006
SÉLECTION D’ARRÊTS RENDUS PAR LA COUR EN 2006

Article 1

Responsabilité des États

Existence d’un « lien juridictionnel » entre des plaignants étrangers et l’État défendeur, même si la procédure litigieuse portait sur des faits s’étant déroulés dans le pays d’origine des plaignants : exception préliminaire du Gouvernement rejetée

Markovic et autres c. Italie, n° 1398/03, n° 92

Article 2

Article 2 § 1

Vie

Décès d’un suspect en détention dans un commissariat et absence d’enquête effective : violations

Ognyanova et Choban c. Bulgarie, n° 46317/99, n° 83

Décès d’un appelé pendant son service militaire et effectivité de l’enquête y relative : violation

Ataman c. Turquie, n° 46252/99, n° 85

Décès à raison d’un tir accidentel de l’arme d’un policier lors de la prise en chasse d’un suspect : non-violation

Yaşaroğlu c. Turquie, n° 45900/99, n° 87

Disparition en Tchétchénie du fils de la requérante après qu’un officier russe eut donné l’ordre de tuer celui-ci, et ineffectivité de l’enquête y relative : violation

Bazorkina c. Russie, n° 69481/01, n° 88

Insuffisance des soins médicaux dispensés à un détenu ayant entraîné son décès par hémorragie, et absence d’enquête effective à cet égard : violation

Tararieva c. Russie, n° 4353/03, n° 92

Obligations positives

Caractère effectif d’une enquête sur des homicides impliquant des membres d’une organisation criminelle : non-violation

Bayrak et autres c. Turquie, n° 42771/98, n° 82

1. Les requêtes sont indiquées par leur nom et leur numéro. Le chiffre indiqué après, le cas échéant, désigne le numéro de la note d’information sur la jurisprudence dans laquelle se trouve résumé l’arrêt ou la décision. Selon la conclusion de la Cour, un arrêt peut figurer dans les CLIN/CLR sous plusieurs mots-clés. Tous les arrêts et toutes les décisions sur la recevabilité (autres que celles adoptées par des comités) sont disponibles en version intégrale dans la base de données sur la jurisprudence (HUDOC), accessible par l’intermédiaire du site Internet de la Cour à l’adresse suivante :

http://www.echr.coe.int. Les notes mensuelles d’information sont disponibles à :

http://www.echr.coe.int/echr/noteinformation/fr et à :

http://www.echr.coe.int/echr/noteinformation/en
Caractère effectif de l’enquête sur le décès d’un drogué survenu trois jours après son arrestation par deux policiers : violation

Scavuzzo-Hager et autres c. Suisse, n° 41773/98, n° 83

Réaction de la police après que le suspect perdit connaissance lors de l’interpellation : non-violation

Scavuzzo-Hager et autres c. Suisse, n° 41773/98, n° 83

Effectivité de l’enquête relative au décès, au cours d’une opération policière, de trois personnes appartenant à une organisation illégale armée : violation

Perk et autres c. Turquie, n° 50739/99, n° 84

Décès d’un sidéen en cellule de dégrisement au commissariat de police : violation

Taïs c. France, n° 39922/03, n° 87

Absence d’enquête effective et rapide quant au décès de l’épouse du requérant et au grave préjudice causé à la santé de son fils, survenus à la suite d’un accouchement par césarienne : violation

Byrzykowski c. Pologne, n° 11562/05, n° 87

Mesures de sécurité insuffisantes autour d’une zone minée par les militaires, servant de pâturage au village : violation

Paşa et Erkan Erol c. Turquie, n° 51358/99, n° 92

Article 2 § 2

Recours à la force

Interpellation par deux policiers d’un drogué très agité décédé trois jours plus tard : non-violation

Scavuzzo-Hager et autres c. Suisse, n° 41773/98, n° 83

Décès de trois personnes appartenant à une organisation illégale armée au cours d’une opération policière : non-violation

Perk et autres c. Turquie, n° 50739/99, n° 84

Homicides commis en Tchéchénie par des agents de l’Etat russe et insuffisance de l’enquête pénale y relative : violation

Estamirov et autres c. Russie, n° 60272/00, n° 90
Loulouïev et autres c. Russie, n° 69480/01, n° 91

Suspect en fuite blessé dans le dos par une balle tirée par la police : non-violation

Tzekov c. Bulgarie, n° 45500/99
Article 3

Torture

Mauvais traitements infligés par des policiers, et effectivité de l’enquête y relative : violation
Mikheïev c. Russie, n° 77617/01, n° 82
Menecheva c. Russie, n° 59261/00, n° 84
Hüseyin Esen c. Turquie, n° 49048/99, n° 88

Torture en garde à vue sur un jeune homme qui signa des aveux : violation
Cheidaïev c. Russie, n° 65859/01, n° 92

Traitement inhumain ou dégradant

Détenus atteints de tuberculose ayant fait l’objet d’une erreur de diagnostic et soumis à des conditions de détention inadéquates : violation
Melnik c. Ukraine, n° 72286/01, n° 84

Traitement subi par la requérante pendant sa garde à vue et tentatives de la soumettre à un examen gynécologique : non-violation/irrecevabilité
Devrim Turan c. Turquie, n° 879/02, n° 84

Détention exceptionnellement longue : non-violation
Léger c. France, n° 19324/02, n° 851

Surpopulation en détention, confinement et insuffisance de nourriture et d’eau : violation
Kadiķis c. Lettonie (n° 2), n° 62393/00, n° 86

Détention dans une prison surpeuplée et insalubre : violation
Mamedova c. Russie, n° 7064/05, n° 87

Maintien prolongé en régime d’isolement : non-violation
Ramirez Sanchez c. France, n° 59450/00, n° 88

Fouille à corps d’un détenu ; action civile postérieure à la requête : violation
Salah c. Pays-Bas, n° 8196/02, n° 88
Baybaşın c. Pays-Bas, n° 13600/02, n° 88

Maintien en détention malgré l’apparition d’une pathologie mentale et de tendances suicidaires : violation
Rivière c. France, n° 33834/03, n° 88

Graves mauvais traitements subis immédiatement après l’arrestation et absence par la suite de soins médicaux appropriés : violation
Boicenco c. Moldova, n° 41088/05, n° 88

Administration de force d’un émélique à un trafiquant de stupéfiants en vue de recueillir un sachet de drogue qu’il avait avalé : violation
Jalloh c. Allemagne, n° 54810/00, n° 88

Conditions de détention et défaut d’assistance médicale : violations

*Popov c. Russie*, n° 26853/04, n° 88

Détention d’une durée de trois mois dans un centre de détention de la police inadapté aux besoins d’une incarcération prolongée : violation

*Kaja c. Grèce*, n° 32927/03, n° 88

Angoisse et désespoir ressentis par la requérante en raison de la « disparition » de son fils et de l’inefficacité de l’enquête y relative : violation

*Bazorkina c. Russie*, n° 69481/01, n° 88
*Loulouïev et autres c. Russie*, n° 69480/01, n° 91

Fouille à corps de membres de la famille d’un détenu en visite : non-violation

*Wainwright c. Royaume-Uni*, n° 12350/04, n° 89

Manque d’assistance médicale qualifiée et dispensée en temps utile à un détenu séropositif souffrant d’épilepsie : violation

*Khoudobine c. Russie*, n° 59696/00, n° 90

Détention d’une mineure étrangère âgée de cinq ans, sans sa famille, dans un centre pour adultes, en séjour illégal, suivie de son refoulement : violation

*Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique*, n° 13178/03, n° 90

Angoisse d’une mère dont l’enfant a été détenue à l’étranger puis refoulée vers un autre pays : violation

*Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique*, n° 13178/03, n° 90

Auteurs de mauvais traitements sur un mineur condamnés à des peines minimales dont il a été sursis à l’exécution : violation

*Okkali c. Turquie*, n° 52067/99, n° 90

Détenu venant de subir une opération chirurgicale, menotté et transféré deux jours après dans un fourgon cellulaire ordinaire : violation

*Tararieva c. Russie*, n° 4353/03, n° 92

Mauvais traitements allégués lors d’un internement psychiatrique et absence d’enquête effective et approfondie à cet égard : non-violation/violation

*Filip c. Roumanie*, n° 41124/02, n° 92

Utilisation d’un gaz lacrymogène dit « spray au poivre » pour disperser des manifestants : non-violation

*Oya Ataman c. Turquie*, n° 74552/01, n° 92

Détention prolongée dans une cellule insalubre d’une taille insuffisante : violation

*Cenbauer c. Croatie*, n° 73786/01
Obligations positives

Caractère lacunaire du cadre juridique et administratif régissant l’utilisation des armes à feu par la police et inefffectivité de l’enquête sur les blessures infligées à un suspect en fuite : violations

Tzekov c. Bulgarie, n° 45500/99

Expulsion

Expulsion vers l’Algérie d’un requérant atteint de l’hépatite C et fils de harki : non-violation

Aoulmi c. France, n° 50278/99, n° 82

Conditions du refoulement d’une mineure étrangère âgée de cinq ans, sans sa famille : violation

Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, n° 13178/03, n° 90

Extradition

Extradition du requérant vers le Pérou à la suite de l’obtention de garanties par le gouvernement péruvien : non-violation

Olaechea Cahuas c. Espagne, n° 24668/03, n° 88

Article 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Absence de procès-verbal relatif à l’arrestation de la requérante, et infliction à celle-ci par un juge d’une peine de détention de cinq jours en violation des garanties procédurales : violation

Menecheva c. Russie, n° 59261/00, n° 84

Caractère arbitraire du maintien en détention du requérant pendant une période exceptionnellement longue : non-violation

Léger c. France, n° 19324/02, n° 85

Détention d’une mineure étrangère âgée de cinq ans, sans sa famille, dans un centre pour adultes en séjour illégal : violation

Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, n° 13178/03, n° 90

Arrestation ou détention régulières

Prolongation automatique d’une détention provisoire : violation

Svipsta c. Lettonie, n° 66820/01, n° 84

Détention appliquée sans motivation suffisante et sans considération de mesures moins intrusives : violation

Ambruszkiewicz c. Pologne, n° 38797/03, n° 86

Prolongation d’une détention provisoire en l’absence de toute ordonnance régulière : violation

Boicenco c. Moldova, n° 41088/05, n° 88

Détention en Tchétchénie non enregistrée et non reconnue : violation

Bazorkina c. Russie, n° 69481/01, n° 88

Louloûiev et autres c. Russie, n° 69480/01, n° 91
Internement psychiatrique non justifié et non conforme au droit interne : *violation*

*Filip c. Roumanie*, n° 41124/02, n° 92

**Après condamnation**

Sanction disciplinaire de mise aux arrêts à domicile infligée à un garde civil par son supérieur : *violation*

*Dacosta Silva c. Espagne*, n° 69966/01, n° 91

**Empêcher l’entrée irrégulière sur le territoire**

Détention de sept jours dans un centre d’accueil d’un demandeur d’asile ayant obtenu une « entrée temporaire » : *non-violation*

*Saadi c. Royaume-Uni*, n° 13229/03, n° 88

**Article 5 § 2**

**Information sur les raisons de l’arrestation**

Délai de soixante-seize heures pour informer un demandeur d’asile ayant obtenu une « entrée temporaire » des motifs de sa détention ultérieure dans un centre d’accueil : *violation*

*Saadi c. Royaume-Uni*, n° 13229/03, n° 88

**Article 5 § 3**

**Juge ou autre magistrat**

Indépendance du procureur ayant ordonné la détention provisoire du requérant : *violation*

*Jasiński c. Pologne*, n° 30865/96, n° 82

**Traduit « aussitôt » devant un juge ou un autre magistrat**

Libération après quinze jours de détention, avant l’examen du recours formé contre l’ordonnance de mise en détention : *violation*

*Harkmann c. Estonie*, n° 2192/03, n° 88

**Libéré pendant la procédure**

Impossibilité de présenter une demande de libération sous caution au tribunal qui examine la régularité de l’arrestation ou de la détention des personnes inculpées d’infractions relevant d’un régime spécial : *non-violation*

*McKay c. Royaume-Uni*, n° 543/03, n° 90

**Détention provisoire**

Détention provisoire automatique : *violation*

*Boicenco c. Moldova*, n° 41088/05, n° 88

**Durée de la détention provisoire**

Durée excessive d’une détention provisoire, non justifiée par des motifs pertinents et suffisants : *violation*

*Hüseyin Esen c. Turquie*, n° 49048/99, n° 88

Durée d’une détention provisoire (cinq ans et six mois) dans un contexte de terrorisme international : *non-violation*

*Chraidi c. Allemagne*, n° 65655/01, n° 90

Détention provisoire de cinq ans dans le cadre d’une procédure pour importation et trafic de drogues par un groupe criminel organisé : *violation*

*Adamiak c. Pologne*, n° 20758/03, n° 92

**Article 5 § 4**

**Contrôle de la légalité de la détention**

Ordonnances prolongeant une détention provisoire sans motivation adéquate – impossibilité pour la défense d’avoir accès au dossier d’instruction – pas de recours judiciaire adéquat permettant de contrôler la légalité de la détention maintenue après le renvoi en jugement : *violation*

*Svipsta c. Lettonie*, n° 66820/01, n° 84

Refus à la requérante de l’autorisation d’assister à une audience afin d’y plaider sa mise en liberté en raison des conditions de sa détention et de mandater un avocat : *violation*

*Mamedova c. Russie*, n° 7064/05, n° 87

**Introduire un recours**

Manque d’équité d’une procédure ayant pour objet le contrôle de la légalité d’une détention : *violation*

*Fodale c. Italie*, n° 70148/01, n° 87

Impossibilité de faire examiner de façon effective la régularité d’une détention provisoire : *violation*

*Hüseyin Esen c. Turquie*, n° 49048/99, n° 88

**Contrôle à bref délai**

Demandes de sortie immédiate d’un internement jamais examinées : *violation*

*Van Glabeke c. France*, n° 38287/02, n° 84

Absence de contrôle par un tribunal et à bref délai de la légalité de l’internement psychiatrique du requérant : *violation*

*Filip c. Roumanie*, n° 41124/02, n° 92

**Garanties procédurales du contrôle**

Refus à la requérante de l’autorisation d’assister à une audience afin d’y plaider sa mise en liberté en raison des conditions de sa détention et de mandater un avocat : *violation*

*Mamedova c. Russie*, n° 7064/05, n° 87
Article 5 § 5

Réparation

Détention régulière en droit interne et absence d’indemnisation pour une détention contraire à l’article 5 : violation

Harkmann c. Estonie, n° 2192/03, n° 88

Article 6

Article 6 § 1 (civil)

Applicabilité

Procédure mettant en débet un comptable d’un établissement public d’enseignement secondaire : article 6 applicable

Martinie c. France, n° 58675/00, n° 85

Retard dans l’enregistrement du changement de propriétaire à la suite d’une procédure successorale : article 6 applicable

Buj c. Croatie, n° 24661/02, n° 87

Litige financier entre un officier de marine en activité et sa hiérarchie : article 6 non applicable

Kanaïev c. Russie, n° 43726/02, n° 88

Litige relatif au droit de poursuivre sa spécialisation en médecine entamée dans un autre pays : article 6 applicable

Kök c. Turquie, n° 1855/02, n° 90

Procédure devant la commission disciplinaire d’un ministère concernant la révocation du directeur d’un institut de recherche et sa nomination sur un poste de grade inférieur : article 6 applicable

Stojakovic c. Autriche, n° 30003/02, n° 91

Accès à un tribunal

Impossibilité d’introduire une action en désaveu de paternité : violation

Mizzi c. Malte, n° 26111/02, n° 82

Refus d’accueillir un pourvoi en cassation à la suite de l’entrée en vigueur d’un nouveau délai pour l’introduction d’un tel pourvoi : violation

Melnyk c. Ukraine, n° 23436/03, n° 84

Non-exécution d’un jugement définitif annulé à la suite de l’adoption d’une instruction ministérielle entérinant une interprétation différente de la loi pertinente : violation

Soukhobokov c. Russie, n° 75470/01, n° 85

Annulation d’une action pour non-paiement d’un droit de timbre d’un montant excessif : violation

Weissman et autres c. Roumanie, n° 63945/00, n° 86
Rejet d’un pourvoi en cassation au motif que les circonstances factuelles ayant fondé l’arrêt d’appel n’avaient pas été précisées par la requérante : violation

_Liakopoulou c. Grèce_, n° 20627/04, n° 86

Absence d’examen d’une action civile par la juridiction interne et perte apparente du dossier de l’affaire : violation

_Doubinskaïa c. Russie_, n° 4856/03, n° 88

Impossibilité pour un syndicat de contester une décision de l’autorité de la concurrence ayant des conséquences sur une convention collective à laquelle il était partie : _radiation en vertu de l’article 37 § 1 c) à la suite d’une déclaration unilatérale émanant du Gouvernement_ Syndicat suédois des employés de transports c. Suède, n° 53507/99, n° 88

Refus d’octroyer un permis de travail à un étranger, défaut d’audience et d’accès de l’employé potentiel à un tribunal : violation

_Jurisic et Collegium Mehrerau c. Autriche_, n° 62539/00, n° 88
_Coorplan-Jenni GmbH et Hasvic c. Autriche_, n° 10523/02, n° 88

Législation empêchant l’exécution d’une décision définitive rendue en faveur de la requérante : violation

_Jeličić c. Bosnie-Herzégovine_, n° 41183/02, n° 90

Montant de l’indemnité octroyée par la Cour constitutionnelle nettement inférieur aux montants accordés par la CEDH dans des affaires similaires : violation

_Tomašić c. Croatie_, n° 21753/02, n° 90

Obligation de payer des frais avant l’engagement des mesures d’exécution d’un jugement, empêchant son bénéficiaire indigent d’en obtenir l’exécution : violation

_Apostol c. Géorgie_, n° 40765/02, n° 91

Défaut d’accès à un tribunal en raison d’une règle exigeant l’accord de l’ensemble des copropriétaires pour engager une action en revendication d’un bien indivis : violation

_Lupaș et autres c. Roumanie_, n°s 1434/02, 35370/02 et 1385/03, n° 92

Absence d’accès à un tribunal s’agissant de demandes en réparation pour des travaux forcés effectués pendant la Seconde Guerre mondiale, présentées à la Fondation pour la réconciliation germano-polonaise : violation

_Woś c. Pologne_, n° 22860/02

**Procès équitable**

Place du procureur dans la procédure devant la Cour des comptes saisie en appel d’un jugement mettant un comptable public en débet : violation

_Martinie c. France_, n° 58675/00, n° 85

Montant insuffisant d’une indemnité d’expropriation du fait de l’application rétroactive d’une loi : violation

_Scordino c. Italie (n° 1), n° 36813/97, n° 85

Absence d’examen par les juridictions internes d’un moyen important et pertinent présenté par la requérante : violation

_Pronina c. Ukraine_, n° 63566/00, n° 88
Inexécution et annulation abusive d’une décision définitive : violation

*Oferta Plus S.r.l. c. Moldova*, n° 14385/04, n° 92

**Procédure contradictoire**

Pourvoi non admis au terme de la procédure préalable d’admission des pourvois en cassation : non-violation

*Sale c. France*, n° 39765/04, n° 84

**Egalité des armes**

Présence du commissaire du Gouvernement au délibéré du Conseil d’Etat : violation

*Martinie c. France*, n° 58675/00, n° 85

Refus de rembourser des frais exposés dans le cadre d’une action de droit civil engagée par un procureur au profit d’une tierce partie : violation

*Stankiewicz c. Pologne*, n° 46917/99, n° 85

**Procès public**

Comptable public mis en débet n’ayant pu demander la tenue de débats publics en appel devant la Cour des comptes : violation

*Martinie c. France*, n° 58675/00, n° 85

**Procès oral**

Défaut d’audience dans le cadre d’une procédure concernant la révocation d’un fonctionnaire et sa nomination à un poste de grade inférieur : violation

*Stojakovic c. Autriche*, n° 30003/02, n° 91

**Délai raisonnable**

Montant insuffisant et paiement tardif d’indemnités accordées dans le cadre d’un recours indemnitaire ouvert aux victimes de procédures excessivement longues : violation

*Scordino c. Italie (n° 1)*, n° 36813/97, n° 85

Insuffisance des mesures prises à la suite de l’enlèvement international d’un enfant : violation

*Bianchi c. Suisse*, n° 7548/04, n° 87

Incompatibilité avec la Convention d’une décision interne rendue dans le cadre d’un recours indemnitaire ouvert aux victimes de procédures excessivement longues : violation

*Sukobljević c. Croatie*, n° 5129/03, n° 91

**Tribunal indépendant et impartial**

Décision prise par les autorités de poursuite et sans appel à un tribunal de suspendre une privatisation : violation

*Zlinsat, spol. s r.o., c. Bulgarie*, n° 57785/00, n° 87
Nomination à un poste-clé au ministère chargé des mines d’un conseiller d’État ayant participé à une procédure soulevant des questions de droit minier : violation
Sacilor-Lormines c. France, n° 65411/01, n° 91

Cumul de la fonction consultative et de la fonction contentieuse du Conseil d’État dans le cadre d’une même procédure soulevant des questions de droit minier : non-violation
Sacilor-Lormines c. France, n° 65411/01, n° 91

Impartialité d’un tribunal et de son président qui a accepté certains avantages accordés gratuitement par l’adversaire de la requérante : violation
Beloukha c. Ukraine, n° 33949/02, n° 91

La commission de recours d’un ministère chargée des questions disciplinaires concernant des fonctionnaires mérite le qualificatif de « tribunal »
Stojakovic c. Autriche, n° 30003/02, n° 91

Tribunal établi par la loi

Non-conformité aux règles sur la participation des juges non professionnels : violation
Fedotova c. Russie, n° 73225/01, n° 85

Article 6 § 1 (pénal)

Applicabilité

Procédure relative à l’imposition d’une majoration d’impôt : article 6 applicable
Jussila c. Finlande, n° 73053/01, n° 91

Accès à un tribunal

Manque de procédure claire et absence de décision du tribunal sur la recevabilité d’un appel : violation
Hajiyev c. Azerbaïdjan, n° 5548/03, n° 91

Déclaration d’incompétence de tribunaux du fait de la qualification d’acte de guerre donnée à la frappe aérienne de l’OTAN en cause et de l’inexistence d’un droit exprès à obtenir réparation de l’État pour des dommages résultant d’une violation des règles du droit international : non-violation
Markovic et autres c. Italie, n° 1398/03, n° 92

Procès équitable

Utilisation comme moyen de preuve d’un sachet de drogue recueilli à la suite de l’administration de force d’un émétique : violation
Jalloh c. Allemagne, n° 54810/00, n° 88

Participation de l’accusé aux audiences par vidéoconférence : non-violation
Marcello Viola c. Italie, n° 45106/04, n° 90

Utilisation d’éléments de preuve obtenus au mépris de l’article 3 et en l’absence d’avocat : violation
Göçmen c. Turquie, n° 72000/01, n° 90
Condamnation pour un délit provoqué par la police : violation

Khoudobine c. Russie, no 59696/00, n° 90

Perte de la qualité de victime à la suite d’une procédure en supervision ayant abouti à la notification de l’audience en appel à l’intéressé et à l’annulation de sa condamnation : non-violation

Zaitsev c. Russie, n° 22644/02, n° 91

Requalification d’un délit d’extorsion de fonds en complicité de ce délit par la cour d’appel, au stade du prononcé de l’arrêt : violation

Mattei c. France, n° 34043/02, n° 92

Égalité des armes

Non-communication de documents produits par le ministère de la Défense et constituant le fondement d’une décision confirmant le renvoi d’une fonctionnaire de l’armée : violation

Şenay Aksoy c. Turquie, n° 59741/00, n° 90

Procès public

Débats devant les juges du fond sans la présence du public selon la procédure abrégée telle que demandée par l’accusé : non-violation

Hermi c. Italie, n° 18114/02, n° 90

Aggravation de la peine du requérant par une cour d’appel statuant à huis clos sans qu’il soit ni présent ni représenté : violation

Csikós c. Hongrie, n° 37251/04, n° 92

Procès oral

Accusé cité à comparaître mais absent des débats d’appel, considéré par les autorités comme ayant renoncé à son droit de comparaître : non-violation

Hermi c. Italie, n° 18114/02, n° 90

Majoration d’impôt infligée en l’absence d’audience : non-violation

Jussila c. Finlande, n° 73053/01, n° 91

Délai raisonnable

Période à prendre en considération : cas d’un accusé ayant fui la justice au cours de la procédure : violation

Vayiç c. Turquie, n° 18078/02, n° 87

Tribunal indépendant et impartial

Avocat jugé coupable de contempt of court par les mêmes juges devant lesquels le contempt avait été commis, et emploi par les juges de terms vigoureux lors de leur condamnation de l’intéressé : violation

Kyprianou c. Chypre, n° 73797/01, n° 82
Impartialité d’un juge ayant eu à connaître à plusieurs reprises des demandes de libération du requérant : non-violation

Jasiński c. Pologne, n° 30865/96, n° 82

Indépendance et impartialité d’une juridiction militaire appelée à juger un civil en matière pénale : violation

Ergin c. Turquie (n° 6), n° 47533/99, n° 86

**Article 6 § 2**

**Présomption d’innocence**

Réparation d’une peine de prison annulée pour insuffisance de preuve subordonnée à la certitude totale de l’innocence du condamné : violation

Puig Panella c. Espagne, n° 1483/02, n° 85

Légalité d’une fouille dans les bureaux du requérant et de la divulgation d’informations psychiatriques : violation

Panteleïenko c. Ukraine, n° 11901/02, n° 87

Commentaires du juge qui a refusé d’accorder une indemnité pour frais et dépens après un acquittement prononcé à la suite de la non-comparution du témoin : violation

Yassar Hussain c. Royaume-Uni, n° 8866/04

Prolongation par un tribunal de la détention provisoire du requérant au motif que celui-ci était coupable : violation

Matijašević c. Serbie, n° 23037/04

**Article 6 § 3**

**Droits de la défense**

Condamnation par contumace d’un requérant introuvable déclaré en fuite n’ayant eu aucune notification officielle des poursuites : violation

Sejdovic c. Italie, n° 56581/00, n° 84

**Article 6 § 3 a) et b)**

**Information sur la nature et la cause de l’accusation**

**Temps et facilités nécessaires**

Requalification des faits de tentative de viol en viol à l’issue des débats devant la cour d’assises : violation

Miraux c. France, n° 73529/01, n° 89

Requalification d’un délit d’extorsion de fonds en complicité de ce délit par la cour d’appel, au stade du prononcé de l’arrêt : violation

Mattei c. France, n° 34043/02, n° 92
**Article 6 § 3 c)**

Se défendre avec l’assistance d’un défenseur

Autorités en défaut de remédier à la carence manifeste d’avocats désignés d’office : violation

*Sannino c. Italie*, no 30961/03, n° 85

**Article 6 § 3 d)**

Interrogation de témoins

Absence de mise en balance et de contrôle des raisons ayant motivé l’admission des dépositions de témoins anonymes à la base de la condamnation : violation

*Krasniki c. République tchèque*, no 51277/99, n° 83

Requérant n’ayant pu interroger ou faire interroger aucun témoin durant son procès : violation

*Vaturi c. France*, no 75699/01, n° 85

Refus d’un tribunal d’entendre des témoins à décharge alors que des demandes antérieures à cet effet avaient été accueillies : violation

*Popov c. Russie*, no 26853/04, n° 88

**Article 7**

**Article 7 § 1**

*Nullum crimen sine lege*

Condamnation en état de récidive légale par application d’une loi nouvelle : non-violation

*Achour c. France*, no 67335/01, n° 85

**Article 8**

Vie privée

Impossibilité de contester en justice la présomption légale de paternité : violation

*Mizzi c. Malte*, no 26111/02, n° 82

Impossibilité pour une personne soupçonnée d’avoir travaillé pour les services de sécurité de l’État de contester, dans le cadre d’une procédure garantissant l’égalité de traitement entre les deux parties, son inscription sur les listes des collaborateurs de ces services : violation

*Turek c. Slovaquie*, no 57986/00, n° 83

Incapacités personnelles frappant le failli et découlant automatiquement de la déclaration de faillite : violation

*Albanese c. Italie*, no 77924/01, n° 84

Impossibilité pour une transsexuelle de faire reconnaître juridiquement son changement de sexe et d’obtenir une pension de retraite à l’âge minimum requis pour les autres femmes : violation

*Grant c. Royaume-Uni*, no 32570/03, n° 86
Interdiction de voyager pour cause d’impôts impayés : violation

*Riener c. Bulgarie*, no 46343/99, n° 86

Absence de possibilité juridique de radier du registre des résidents au domicile de la requérante un ancien propriétaire qui était incapable d’établir son nouveau domicile permanent : violation

*Babylonová c. Slovaquie*, no 69146/01, n° 87

Légalité d’une fouille dans les bureaux du requérant et de la divulgation d’informations psychiatriques : violation

*Panteleïenko c. Ukraine*, no 11901/02, n° 87

Non-respect de la procédure à suivre pour pratiquer une fouille à corps de personnes venues rendre visite à un détenu : violation

*Wainwright c. Royaume-Uni*, no 12350/04, n° 89

Reproduction dans un jugement de divorce d’un extrait d’une pièce médicale personnelle : violation

*L.L. c. France*, no 7508/02, n° 90

Impossibilité de contester en justice une déclaration judiciaire de paternité : violation

*Paulík c. Slovaquie*, no 10699/05, n° 90

Refus de rouvrir une procédure en contestation de paternité au motif que le progrès scientifique (test d’ADN) n’est pas une condition de réouverture : violation

*Tavlı c. Turquie*, no 11449/02, n° 91

Conservation dans le fichier de la Sûreté d’informations relatives à des menaces d’attentat à la bombe dirigées contre l’un des requérants en 1990 : non-violation

*Segerstedt-Wiberg et autres c. Suède*, no 62332/00

Conservation dans le fichier de la Sûreté d’informations relatives aux activités politiques menées par certains des requérants dans les années 60 et appartenance des autres requérants à un parti révolutionnaire marxiste-léniniste : violation

*Segerstedt-Wiberg et autres c. Suède*, no 62332/00

**Vie privée et familiale**

Refus d’autoriser une mère d’origine étrangère en situation irrégulière de rester aux Pays-Bas afin qu’elle puisse s’occuper de son enfant, né aux Pays-Bas et possédant la nationalité néerlandaise : violation

*Rodrigues da Silva et Hoogkamer c. Pays-Bas*, no 50435/99, n° 82

Refus d’autoriser une veuve à transférer l’urne contenant les cendres de son défunt mari dans un lieu d’inhumation situé dans une autre ville : non-violation

*Elli Poluhas Dödsbo c. Suède*, no 61564/00, n° 82

Obligation d’obtenir le consentement du père pour conserver et implanter des ovules fécondés : non-violation

*Evans c. Royaume-Uni*, no 6339/05, n° 84

---

Absence de contacts avec ses proches d’une personne placée en garde à vue : violation
Sarti et Çolak c. Turquie, n° 42596/98 et 42603/98, n° 85

Refus d’autoriser un détenu marié à procéder à une insémination artificielle : non-violation
Dickson c. Royaume-Uni, n° 44362/04, n° 85

Insuffisance des mesures prises à la suite de l’enlèvement international d’un enfant : violation
Bianchi c. Suisse, n° 7548/04, n° 87

Refus d’autoriser une expertise ADN sur un défunt à la demande de son fils présumé voulant établir avec certitude sa filiation : violation
Jäggi c. Suisse, n° 58757/00, n° 88

Entrée de force de policiers, en vue d’effectuer une perquisition, dans une maison située à une adresse donnée par un suspect, sans vérification préalable correcte de l’identité des occupants : violation
Keegan c. Royaume-Uni, n° 28867/03, n° 88

Retrait d’un permis de séjour et imposition d’une interdiction de territoire de dix ans ayant entraîné la séparation du requérant d’avec sa compagne et ses enfants : non-violation
Üner c. Pays-Bas, n° 46410/99, n° 90

Défaut d’étude environnementale préalable et refus de suspendre l’activité d’une usine située près d’habitations et générant des émissions toxiques : violation
Giacomelli c. Italie, n° 59909/00, n° 91

Expulsion arbitraire d’un étranger bien intégré menant une véritable vie de famille dans l’Etat défendeur : violation
Lupsa c. Roumanie, n° 10337/04

Vie familiale

Décision de la Cour suprême accordant la garde de deux enfants à la personne chez laquelle ils vivaient, et non au père, du fait de la préférence marquée par les enfants pour cette personne : violation
C. c. Finlande, n° 18249/02, n° 86

Impossibilité pour un père putatif de faire établir juridiquement sa paternité dans le cadre d’une procédure directement accessible : violation
Różyński c. Pologne, n° 55339/00, n° 86

Placement des enfants d’une famille nombreuse au seul motif que celle-ci occupait un logement inadéquat : violation
Wallová et Walla c. République tchèque, n° 23848/04, n° 90

Mineure de cinq ans voyageant seule pour rejoindre sa mère réfugiée à l’étranger, placée en détention et refoulée vers un autre pays : violation (pour la mère et l’enfant)
Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique, n° 13178/03, n° 90

Absence de recours spécifique pour prévenir ou sanctionner l’enlèvement d’un enfant emmené hors du territoire de l’État défendeur, ayant entraîné l’inexécution de la décision octroyant la garde : *violation*  
*Bajrami c. Albanie*, n° 35853/04, n° 92

Requérant interdit d’entrée dans le pays où la procédure aboutissant au retrait de ses droits parentaux s’acheva sans qu’il ait été entendu : *violation*  
*Hunt c. Ukraine*, n° 31111/04, n° 92

**Expulsion**

Expulsion vers l’Algérie d’un requérant ayant des liens étroits avec la France : *non-violation*  
*Aoulmi c. France*, n° 50278/99, n° 82

**Domicile**

Absence de possibilité juridique de radier du registre des résidents au domicile de la requérante un ancien propriétaire qui était incapable d’établir son nouveau domicile permanent : *violation*  
*Babylonová c. Slovaquie*, n° 69146/01, n° 87

Perquisition prétendument illégale effectuée au domicile du requérant : *violation*  
*H.M. c. Turquie*, n° 34494/97, n° 88

Défaut d’une étude environnementale préalable et refus de suspendre l’activité d’une usine située près des habitations et générant des émissions toxiques : *violation*  
*Giacomelli c. Italie*, n° 59909/00, n° 91

Perquisition et saisie effectuées en Tchétchénie par des agents de l’État russe sans aucune autorisation ni garantie : *violation*  
*Imakaïeva c. Russie*, n° 7615/02, n° 91

**Article 9**

**Liberté de religion**

Refus abusif de renouveler l’enregistrement de l’association requérante ayant entraîné la perte par celle-ci de son statut juridique : *violation*  
*Branche de Moscou de l’Armée du Salut c. Russie*, n° 72881/01, n° 90

**Article 10**

**Liberté d’expression**

Avocat jugé coupable de *contempt of court* après s’être emporté de façon intempestive : *violation*  
*Kyprianou c. Chypre*, n° 73797/01, n° 82

Journalistes condamnés à verser des dommages et intérêts à un officier supérieur de police et à un magistrat : *non-violation*  
*Stângu et Scutelnicu c. Roumanie*, n° 53899/00, n° 82

Condamnation pour délit de diffamation de la communauté chrétienne : *violation*  
*Giniewski c. France*, n° 64016/00, n° 82
Condamnation pour outrage à magistrat d’un accusé ayant lui-même assuré sa défense pour des propos tenus dans sa plaidoirie : violation

Saday c. Turquie, n° 32458/96, n° 84

Condamnation pour diffamation relativement aux allégations d’une candidate à la fonction de député suggérant un abus de pouvoir du président adjoint du Parlement : violation

Malisiewicz-Gąsior c. Pologne, n° 43797/98, n° 85

Condamnation pénale d’un journaliste menant une enquête pour avoir obtenu, en violation du secret de fonction, des informations sur des condamnations antérieures de personnes privées : violation

Dammann c. Suisse, n° 77551/01, n° 85

Condamnation pénale d’un journaliste pour avoir publié un rapport confidentiel établi par un ambassadeur sur les stratégies à adopter dans des négociations diplomatiques : violation

Stoll c. Suisse, n° 69698/01, n° 85

Journaliste condamné par une juridiction pénale militaire pour avoir publié un article critiquant le cérémonial des départs au service militaire : violation

Ergin c. Turquie (n° 6), n° 47533/99, n° 86

Condamnation pour délit de diffamation d’un archevêque catholique : violation

Klein c. Slovaquie, n° 72208/01, n° 90

Condamnation pour avoir critiqué un arrêt d’un tribunal : violation

Kobenter et Standard Verlags GmbH c. Autriche, n° 60899/00, n° 91

Retrait de la vente et interdiction de la diffusion de l’exemplaire d’un magazine comportant des documents couverts par le secret d’une enquête parlementaire : non-violation

Leempoel et S.A. ED. Ciné Revue c. Belgique, n° 64772/01, n° 91

Condamnation d’un homme politique pour diffamation publique envers un fonctionnaire : violation

Mamère c. France, n° 12697/03, n° 91

Condamnation pour diffamation d’un rédacteur en chef qui avait écrit et publié un article décrivant une personne antisémite comme le « néofasciste local » : violation

Karmane c. Russie, n° 29372/02, n° 92

Condamnation pour diffamation d’un journaliste pour son compte rendu et ses commentaires relatifs à la condamnation d’un maire : violation

Dąbrowski c. Pologne, n° 18235/02, n° 92

Injonction interdisant à une société de radiodiffusion de diffuser l’image d’un néonazi condamné après la libération conditionnelle de celui-ci : violation

Österreichischer Rundfunk c. Autriche, n° 35841/02, n° 92

Conservation dans le fichier de la Sûreté d’informations relatives aux activités politiques menées par certains des requérants dans les années 60 et appartenance des autres requérants à un parti révolutionnaire marxiste-léniniste : violation

Segerstedt-Wiberg et autres c. Suède, n° 62332/00

Suspension forcée de la vente de la cassette d’un documentaire pour la télévision critiquant l’attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale : violation

Monnat c. Suisse, n° 73604/01

Interdiction absolue de publier les photographies d’un homme d’affaires soupçonné de fraude fiscale, illustrant les articles de presse rendant compte de l’enquête fiscale : violation

Verlagsgruppe News GmbH c. Autriche (no 2), n° 10520/02, n° 92

Liberté de communiquer des informations

Décision condamnant une station de radio à des dommagesintérêts et aux dépens pour avoir diffusé une conversation téléphonique entre des membres du gouvernement qui avait été illégalement obtenue : violation

Radio Twist, a.s., c. Slovaquie, n° 62202/00, n° 92

Article 11

Liberté de réunion pacifique

Interdiction d’un rassemblement dans un cimetière pour commémorer les Juifs tués par des soldats SS afin d’en contrer un autre à la mémoire des soldats SS : violation

Öllinger c. Autriche, n° 76900/01, n° 87

Dispersion musclée par la police d’une manifestation non violente tenue, sans notification préalable obligatoire, dans un parc à une heure de pointe : violation

Oya Ataman c. Turquie, n° 74552/01, n° 92

Liberté d’association

Interdiction temporaire d’un parti politique ayant organisé des rassemblements sans autorisation : violation

Parti populaire démocrate-chrétien c. Moldova, n° 28793/02, n° 83

Dissolution d’un syndicat fondé par des fonctionnaires d’État : violation

Tüm Haber Sen et Çınar c. Turquie, n° 28602/95, n° 83

Autorisation ministérielle obligatoire pour pouvoir participer à des réunions d’associations à l’étranger : violation

İzmir Savaş Karşıtları Derneği et autres c. Turquie, n° 46257/99, n° 84

Refus abusif de renouveler l’enregistrement de l’association requérante ayant entraîné la perte par celle-ci de son statut juridique : violation

Branche de Moscou de l’Armée du Salut c. Russie, n° 72881/01, n° 90

Mutation d’office d’un fonctionnaire en raison de ses activités syndicales : violation

Metin Turan c. Turquie, n° 20868/02, n° 91
Refus de reconnaître la personnalité juridique d’un syndicat de fonctionnaires exerçant ses activités depuis plusieurs années : 

**violation**  

*Demir et Baykara c. Turquie*, n° 34503/97, n° 91

Refus d’enregistrer un parti politique au motif qu’un de ses buts serait anticonstitutionnel : 

**violation**  

*Linkov c. République tchèque*, n° 10504/03, n° 92

Conservation dans le fichier de la Sûreté d’informations relatives aux activités politiques menées par certains des requérants dans les années 60 et appartenance des autres requérants à un parti révolutionnaire marxiste-léniniste : 

**violation**  

*Segerstedt-Wiberg et autres c. Suède*, n° 62332/00

**Ne pas s’affilier à des syndicats**

Adhésion obligatoire à un syndicat constituant une condition préalable d’embauche : 

**violation**  

*Sørensen et Rasmussen c. Danemark*, n°s 52562/99 et 52620/99, n° 82

**Intérêts des membres**

Annulation par décision judiciaire d’une convention collective en vigueur depuis deux ans : 

**violation**  

*Demir et Baykara c. Turquie*, n° 34503/97, n° 91

**Article 12**

**Fonder une famille**

Refus d’autoriser un détenu marié à procéder à une insémination artificielle : 

**non-violation**  

*Dickson c. Royaume-Uni*, n° 44362/04, n° 851

**Article 13**

**Recours effectif**

Absence de recours effectif permettant de se plaindre des incapacités personnelles frappant le failli et découlant automatiquement de la déclaration de faillite : 

**violation**  

*Albanese c. Italie*, n° 77924/01, n° 84

Absence d’enquête effective sur le décès d’un appelé pendant son service militaire : 

**violation**  

*Ataman c. Turquie*, n° 46252/99, n° 85

Interdiction de voyager pour cause d’impôts impayés : 

**violation**  

*Riener c. Bulgarie*, n° 46343/99, n° 86

Manque d’effectivité des recours internes concernant la durée d’une procédure judiciaire : 

**violation**  

*Sürmeli c. Allemagne*, n° 75529/01, n° 87

---

Légalité d’une fouille dans les bureaux du requérant et de la divulgation d’information psychiatrique : violation

_Panteleïenko c. Ukraine_, n° 11901/02, n° 87

Absence de recours en droit interne permettant à un détenu de contester sa mise à l’isolement : violation

_Ramírez Sanchez c. France_, n° 59450/00, n° 88

Effectivité d’une procédure pénale ayant abouti à la condamnation de policiers mais déclarée ensuite éteinte par prescription : violation

_Hüseyin Esen c. Turquie_, n° 49048/99, n° 88

Impossibilité pour les tribunaux d’examiner des questions de proportionnalité et de caractère raisonnable dans le cadre d’une action en réparation introduite à la suite d’une violation de domicile en vue d’une perquisition prétendument conduite de mauvaise foi : violation

_Keegan c. Royaume-Uni_, n° 28867/03, n° 88

Fonctionnaires pénitentiaires exonérés de toute responsabilité civile malgré leur négligence lors d’une fouille à corps, eu égard notamment à l’absence d’un délit général d’atteinte à l’intimité : violation

_Wainwright c. Royaume-Uni_, n° 12350/04, n° 89

Absence de recours pour contester la mutation d’un fonctionnaire par le préfet de la région soumise à l’état d’urgence : violation

_Metin Turan c. Turquie_, n° 20868/02, n° 91

**Article 14**

_Discrimination (article 4 § 3 d))_

Discrimination contre les hommes compte tenu du pourcentage négligeable de femmes appelées à servir comme jurés : violation

_Zarb Adami c. Malte_, n° 17209/02, n° 87

_Discrimination (article 8)_

Impossibilité de désavouer la paternité établie par une décision judiciaire définitive, par opposition à la paternité présumée : violation

_Paulík c. Slovaquie_, n° 10699/05, n° 90

_Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)_

Différences entre hommes et femmes quant au droit à des prestations de sécurité sociale pour accident du travail : non-violation

_Stec et autres c. Royaume Uni_, n°s 65731/01 et 65900/01, n° 85

Discrimination prétendument subie par des membres d’une même famille vivant ensemble par rapport aux couples mariés ou liés par un « partenariat civil » au regard de l’obligation future de payer des droits de succession : non-violation

_Burden c. Royaume-Uni_, n° 13378/05, n° 92
Discrimination (article 2 du Protocole n° 1)

Placement d’enfants roms dans des écoles spéciales : non-violation
D.H. et autres c. République tchèque, n° 57325/00, n° 83

Article 34

Décision prise par les autorités de poursuite et sans appel à un tribunal de suspendre une privatisation : violation
Zlinsat, spol. s r.o., c. Bulgarie, n° 57785/00, n° 87

Absence de redressement approprié pour la durée de procédure excessive : violation
Grässer c. Allemagne, n° 66491/01, n° 90

Montant de l’indemnité octroyée par la Cour constitutionnelle nettement inférieur aux montants accordés par la CEDH dans des affaires similaires : octroi de la qualité de victime
Tomašič c. Croatie, n° 21753/02, n° 90

Requérantes pouvant se prétendre directement concernées par une loi successoriale, eu égard à leur grand âge et à la très forte probabilité que l’une d’entre elles ait à payer des droits de succession à la mort de l’autre : octroi de la qualité de victime
Burden c. Royaume-Uni, n° 13378/05, n° 92

Maire se plaignant que les autorités n’ont pas pris, dans son village, les mesures de sécurité nécessaires pour protéger la vie de son fils, dont il est également personnellement responsable de l’accident : qualité de victime rejetée
Paşa et Erkan Erol c. Turquie, n° 51358/99, n° 92

Entrave l’exercice du droit de recours

Entrave au droit de recours individuel découlant du non-respect par l’Etat défendeur de la mesure indiquée au titre de l’article 39 : violation
Aoulmi c. France, n° 50278/99, n° 82

Enquête policière sur le paiement d’impôts par la traductrice et le représentant du requérant devant la Cour, liée à sa demande de satisfaction équitable : violation
Fedotova c. Russie, n° 73225/01, n° 85

Non-respect de l’indication par la Cour de ne pas extrader le requérant : non-respect des obligations au titre de l’article 34
Olaechea Cahuas c. Espagne, n° 24668/03, n° 88

Intimidation d’un détenu au moyen de pressions illégalement exercées par des fonctionnaires d’État : non-respect des obligations au titre de l’article 34
Popov c. Russie, n° 26853/04, n° 88

Impossibilité d’accéder à un détenu et à son dossier médical : non-respect des obligations au titre de l’article 34
Boicenco c. Moldova, n° 41088/05, n° 88

Engagement d’une procédure pénale contre un PDG et décision ordonnant sa mise en détention en vue de dissuader sa société de poursuivre sa requête devant la Cour : violation
Oferta Plus S.r.l. c. Moldova, n° 14385/04, n° 92

Refus d’autoriser le conseil de la société requérante de s’entretenir avec le PDG de celle-ci dans un parloir sans vitre de séparation : violation
Oferta Plus S.r.l. c. Moldova, n° 14385/04, n° 92

Organisation non gouvernementale

Société de radiodiffusion considérée comme une organisation non gouvernementale eu égard à son indépendance et son autonomie institutionnelle : octroi de la qualité de victime
Österreichischer Rundfunk c. Autriche, n° 35841/02, n° 92

Article 35

Article 35 § 1

Epuisement des voies de recours internes (Croatie)

Incompatibilité avec la Convention d’une décision interne rendue dans le cadre d’un recours indemnitaire ouvert aux victimes de procédures excessivement longues : violation
Sukobljević c. Croatie, n° 5129/03, n° 91

Epuisement des voies de recours internes (France)

Requérant n’ayant pas poursuivi la procédure de divorce devant la Cour de cassation après le rejet de sa demande d’aide juridictionnelle : exception préliminaire rejetée
L.L. c. France, n° 7508/02, n° 90

Epuisement des voies de recours internes (Géorgie)

Recours constitutionnel ineflectif pour un requérant se plaignant d’un obstacle financier à l’ouverture d’une procédure d’exécution : exception préliminaire rejetée
Apostol c. Géorgie, n° 40765/02, n° 91

Epuisement des voies de recours internes (Hongrie)

Recours constitutionnel ne constituant pas un recours effectif car non susceptible de donner lieu à la réouverture de la procédure pénale attaquée : exception préliminaire rejetée
Csíkos c. Hongrie, n° 37251/04, n° 92

Epuisement des voies de recours internes (Italie)

Demande en relevé de forclusion d’un requérant condamné par contumace déclaré en fuite : exception préliminaire rejetée
Sejdovic c. Italie, n° 56581/00, n° 84
Epuisement des voies de recours internes (Pays-Bas)

Fouille à corps d’un détenu ; détenu contestant son maintien en détention dans un établissement de sécurité maximale non tenu d’engager une action civile contre l’État après l’échec de son recours : exception préliminaire rejetée

Salah c. Pays-Bas, n° 8196/02, n° 88
Baybaşın c. Pays-Bas, n° 13600/02, n° 88
Sylla c. Pays-Bas, n° 14683/03

Article 35 § 3

Compétence ratione temporis

Allégation de violation fondée sur des faits survenus avant la ratification de la Convention : exception préliminaire accueillie

Blečić c. Croatie, n° 59532/00, n° 84

Article 37

Article 37 § 1

Litige résolu

Indemnités octroyées à titre gracieux à des titulaires de droits de pêche n’ayant pas pu faire examiner leurs griefs par un tribunal interne : radiation

Danell et autres c. Suède, n° 54695/00, n° 82

Poursuite de l’examen de la requête non justifiée

Contrôle par le législateur de restrictions à l’accès aux tribunaux, reconnaissance par le Gouvernement d’une violation et offre d’indemnisation du requérant : radiation

Syndicat suédois des employés des transports c. Suède, n° 53507/99, n° 88

Remboursement intégral à certains des requérants des montants déposés sur leurs comptes en devises étrangères « gelés » et possibilité ouverte à un autre requérant d’engager une procédure interne en Croatie : radiation

Kovačić et autres c. Slovénie, n°s 44574/98, 45133/98 et 48316/99, n° 91

Article 37 § 2

La première requérante se ravise après avoir retiré sa requête : non-réinscription de la requête au rôle

Stec et autres c. Royaume Uni, n°s 65731/01 et 65900/01, n° 85
Article 38

Fournir toutes facilités nécessaires

Refus répété du Gouvernement de fournir les documents demandés par la Cour : manquement à l’obligation au titre de l’article 38 § 1

Imakaïeva c. Russie, n° 7615/02, n° 91

Article 41

Satisfaction équitable

Indemnisation à raison d’un handicap non décelé par erreur avant la naissance : règlement amiable

Draon c. France, n° 1513/03, n° 87
Maurice c. France, n° 11810/03, n° 87

Fouille à corps d’un détenu ; action pendante en vue de la réparation du préjudice moral causé par une violation de la Convention : question de l’application de l’article 41 réservée dans l’attente de l’issue de la procédure interne

Salah c. Pays-Bas, n° 8196/02, n° 88
Baybaşın c. Pays-Bas, n° 13600/02, n° 88
Sylla c. Pays-Bas, n° 14683/03

Préjudice subi par des villageois dans l’impossibilité d’accéder à leur village pendant près de dix ans : octroi d’une indemnité

Doğan et autres c. Turquie, n°s 8803-8811/02, 8813/02 et 8815-8819/02, n° 88

Restitution de biens nationalisés : règlements amiables

Smoleanu c. Roumanie, n° 30324/96
Lindner et Hammermayer c. Roumanie, n° 35671/97
Popovici et Dumitrescu c. Roumanie, n° 31549/96

Article 46

Exécution de l’arrêt

Etat défendeur tenu de supprimer tout obstacle à l’obtention d’une indemnité en rapport raisonnable avec la valeur du bien exproprié, et de garantir ainsi par des mesures légales, administratives et budgétaires appropriées la réalisation effective et rapide du droit en question relativement aux autres demandeurs concernés par des biens expropriés, conformément aux principes de la protection des droits patrimoniaux énoncés à l’article 1 du Protocole n° 1, en particulier aux principes applicables en matière d’indemnisation

Scordino c. Italie (n° 1), n° 36813/97, et huit autres affaires italiennes, n° 85

Etat défendeur invité à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que les décisions nationales prises en vertu de la « loi Pinto » soient non seulement conformes à la jurisprudence de la Cour mais encore exécutées dans les six mois suivant leur dépôt au greffe du tribunal concerné

Scordino c. Italie (n° 1), n° 36813/97, et huit autres affaires italiennes, n° 85
Projet de loi introduisant un recours afin de prévenir des retards procéduraux : aucune nécessité pour la Cour d’indiquer des mesures générales à prendre au niveau national
Sürmeli c. Allemagne, n° 75529/01, n° 87

Obligation pour l’État défendeur de prévoir dans l’ordre juridique interne un dispositif ménageant un juste équilibre entre les intérêts des propriétaires et l’intérêt général de la collectivité
Hutten-Czapska c. Pologne, n° 35014/97, n° 87

Nouveau procès ou réouverture de la procédure en vue de redresser la violation constatée au sujet d’un condamné par contumace
Sejdovic c. Italie, n° 56581/00, n° 84
Kounov c. Bulgarie, n° 24379/02

Réouverture de la procédure administrative constituant le redressement le plus approprié lorsqu’un requérant n’a pas eu accès à un tribunal en violation de l’article 6
Yanakiev c. Bulgarie, n° 40476/98

**Article 1 du Protocole n° 1**

**Respect des biens**

Refus de l’administration fiscale de payer à la société requérante des intérêts de retard pour le remboursement tardif d’une somme que celle-ci avait indûment versée à titre d’impôt : violation
Eko-Elda AVEE c. Grèce, n° 10162/02, n° 84

Impossibilité de faire valoir sa créance devant les tribunaux à cause du montant excessif du droit de timbre : violation
Weissman et autres c. Roumanie, n° 63945/00, n° 86

Retards dans l’exécution de jugements octroyant des arriérés de salaire à des juges : violation
Zoubko et autres c. Ukraine, n°s 3955/04, 5622/04, 8538/04 et 11418/04, n° 86

Impossibilité de récupérer son bien ou d’obtenir un loyer suffisant des locataires : violation
Hutten-Czapska c. Pologne, n° 35014/97, n° 87

Impossibilité d’obtenir l’exécution d’une décision définitive ordonnant la restitution de sommes d’argent déposées sur un compte en devises « gelé » : violation
Jelićić c. Bosnie-Herzégovine, n° 41183/02, n° 90

Impossibilité de construire sur un terrain devant être exproprié à une date indéterminée et absence d’indemnisation : violation
Skibińscy c. Pologne, n° 52589/99, n° 91

**Privation de propriété**

Montant insuffisant d’une indemnité d’expropriation : violation
Scordino c. Italie (n° 1), n° 36813/97, n° 85

Absence d’indemnisation pour l’occupation de facto d’un terrain et pour le transfert ultérieur d’un titre de propriété à l’État du fait du délai légal de prescription de vingt ans : violation
Börekçiöğullari (Çökmez) et autres c. Turquie, n° 58650/00, n° 90
Réglementer l’usage des biens

Décision prise par les autorités de poursuite et sans appel à un tribunal de suspendre une privatisation : violation

Zlinsat, spol. s r.o., c. Bulgarie, n° 57785/00, n° 87

Réquisition d’un immeuble à des fins d’utilisation par le gouvernement et imposition d’un quasi-contrat de location pendant soixante-cinq ans : violation

Fleri Soler et Camilleri c. Malte, n° 35349/05, n° 89

Réquisition d’un immeuble à des fins d’utilisation par un tiers et imposition d’un quasi-contrat de location pendant vingt-deux ans : violation

Ghigo c. Malte, n° 31122/05, n° 89

Formalités en matière de conclusion de bail dont le non-respect par le propriétaire entraîne le prolongement du bail conclu avec l’ancien propriétaire sans versement d’aucun loyer pendant plusieurs années : violation

Radovici et Stănescu c. Roumanie, n°s 68479/01, 71351/01 et 71352/01, n° 91

Article 2 du Protocole n° 1

Droit à l’instruction

Annulation des résultats positifs d’un candidat aux examens d’entrée à l’université au vu des résultats médiocres qu’il avait obtenus les années précédentes : violation

Mürsel Eren c. Turquie, n° 60856/00, n° 83

Placement d’enfants roms dans des écoles spéciales : non-violation

D.H. et autres c. République tchèque, n° 57325/00, n° 83

Refus de reconnaître un stage de spécialisation en médecine effectué à l’étranger faute de remplir les conditions requises : non-violation

Kök c. Turquie, n° 1855/02, n° 90

Article 3 du Protocole n° 1

Libre expression de l’opinion du peuple

Application immédiate à la législature en cours du texte instaurant l’incompatibilité professionnelle des députés : violation

Lykourezos c. Grèce, n° 33554/03, n° 87

Vote

Limitation des droits électoraux du failli découlant automatiquement de la déclaration de faillite : violation

Albanese c. Italie, n° 77924/01, n° 84

Se porter candidat aux élections

Interdiction faite à une ancienne dirigeante communiste durant l’ère soviétique de se présenter aux élections législatives : non-violation

Ždanoka c. Lettonie, n° 58278/00, n° 84

Refus d’enregistrer la candidature du requérant aux élections législatives parce qu’il n’avait pas consigné la somme demandée à cet effet : non-violation

Soukhovetski c. Ukraine, n° 13716/02, n° 84

Article 2 du Protocole n° 4

Liberté de circulation

Amende illégalement infligée à un étranger n’ayant pas fait enregistrer sa nouvelle adresse : violation

Bolat c. Russie, n° 14139/03, n° 90

Liberté de choisir sa résidence

Amende illégalement infligée à un étranger n’ayant pas fait enregistrer sa nouvelle adresse : violation

Bolat c. Russie, n° 14139/03, n° 90

Interdiction absolue faite à une personne ayant eu accès à des « secrets d’Etat » de se rendre à l’étranger pendant une longue période : violation

Bartik c. Russie, n° 55565/00, n° 92

Liberté de quitter un pays

Interdiction de voyager pour cause d’impôts impayés : violation

Riener c. Bulgarie, n° 46343/99, n° 86

Retrait du passeport d’un suspect pendant plus de dix ans dans l’attente de l’issue d’une procédure pénale : violation

Földes et Földesné Hajlik c. Hongrie, n° 41463/02, n° 90

Article 1 du Protocole n° 7

Expulsion d’un étranger

Expulsion menée en l’absence de toute décision juridictionnelle alors qu’une telle décision était requise par le droit interne : violation

Bolat c. Russie, n° 14139/03, n° 90

Expulsion d’un individu sans indication de l’infraction reprochée à celui-ci : violation

Lupsa c. Roumanie, n° 10337/04
Article 4 du Protocole n° 7

Non bis in idem

Qualification juridique de charges similaire dans deux procès successifs contre le requérant mais fondée sur des faits distincts : non-violation

Marcello Viola c. Italie, n° 45106/04, n° 90
X. AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S’EST DESSAISIE EN FAVEUR DE LA GRANDE CHAMBRE EN 2006
AFFAIRES RETENUES POUR RENVOI DEVANT LA GRANDE CHAMBRE ET AFFAIRES DANS LESQUELLES UNE CHAMBRE S’EST DESSAISIE EN FAVEUR DE LA GRANDE CHAMBRE EN 2006

A. Affaires retenues pour renvoi devant la Grande Chambre

En 2006, le collège de cinq juges de la Grande Chambre (articles 43 § 2 de la Convention et 24 § 5 du règlement) a tenu 6 réunions (les 15 février, 12 avril, 3 juillet, 13 septembre, 23 octobre et 11 décembre 2006) pour examiner les demandes de renvoi devant la Grande Chambre formulées par les parties en vertu de l’article 43 de la Convention. Le collège a examiné des demandes concernant au total 210 affaires, dont 47 ont été présentées par les gouvernements défendeurs (dans 6 affaires, à la fois le Gouvernement et le requérant avaient sollicité le renvoi).

Le collège a accueilli les demandes de renvoi dans les 13 affaires suivantes.

Anheuser-Busch Inc. c. Portugal, n° 73049/01
Ramsahai c. Pays-Bas, n° 52391/99
D.H. et autres c. République tchèque, n° 57325/00
Evans c. Royaume-Uni, n° 6339/05
Stoll c. Suisse, n° 69698/01
Arvanitaki-Roboti et autres c. Grèce, n° 27278/03
Léger c. France, n° 19324/02
Dickson c. Royaume-Uni, n° 44362/04
Shevanova c. Lettonie, n° 58822/00
Kafkailova c. Lettonie, n° 59643/00
Kakamoukas et autres c. Grèce, n° 38311/02
Saadi c. Royaume-Uni, n° 13229/03

B. Affaires dans lesquelles une chambre s’est dessaisie en faveur de la Grande Chambre

Première section

Folgerø et autres c. Norvège, n° 15472/02
Kafkaris c. Chypre, n° 21906/04
Lindon et autres c. France, n°s 21279/02 et 36448/02

Deuxième section

Behrami c. France, n° 71412/01
Saramati c. France, Allemagne et Norvège, n° 78166/01
E.B. c. France, n° 43546/02
Ramanauskas c. Lituanie, n° 74420/01
Troisième section

*El Majjaoui et Stichting Touba Moskee c. Pays-Bas*, no 25525/03

Quatrième section

*Vilho Eskelinen et autres c. Finlande*, no 63235/00
*Jussila c. Finlande*, no 73053/01
*McKay c. Royaume-Uni*, no 543/03
*O’Halloran c. Royaume-Uni*, no 15809/02
*Francis c. Royaume-Uni*, no 25624/02

Cinquième section

La section ne s’est dessaisie d’aucune affaire en faveur de la Grande Chambre.
## Informations statistiques

### Arrêts, décisions et communications, selon la composition de la Cour (2006)

#### Arrêts prononcés en 2006

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Arrêts</th>
<th>Décisions</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Grande Chambre</td>
<td>30 (32)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
<td>253 (263)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
<td>360 (447)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
<td>444 (469)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
<td>291 (316)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section V (opérationnelle depuis le 1er avril 2006)</td>
<td>164 (173)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sections (ancienne composition)</td>
<td>18 (20)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>1 560 (1 720)</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Type d’arrêt

<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Fond</th>
<th>Règlement amiable</th>
<th>Radiation</th>
<th>Autres</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Grande Chambre</td>
<td>25 (27)</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>30 (32)</td>
</tr>
<tr>
<td>Ancienne Section I</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Ancienne Section II</td>
<td>12</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Ancienne Section III</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1(3)</td>
<td>1</td>
<td>2 (4)</td>
</tr>
<tr>
<td>Ancienne Section IV</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
<td>248 (258)</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>0</td>
<td>253 (263)</td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
<td>351 (438)</td>
<td>4</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>360 (447)</td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
<td>430 (441)</td>
<td>10</td>
<td>1</td>
<td>3 (17)</td>
<td>444 (469)</td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
<td>279 (303)</td>
<td>7 (8)</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>291 (316)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. Les arrêts ou décisions peuvent concerner plusieurs requêtes ; le nombre indiqué entre parenthèses se rapporte aux requêtes. Les informations statistiques fournies dans le présent chapitre sont provisoires. Pour diverses raisons (notamment les différentes méthodes de calcul du nombre des requêtes non jointes examinées dans une seule décision), il se peut que des divergences se présentent entre les différents tableaux.

2. La rubrique « anciennes sections » vise les sections dans leur composition avant le 1er novembre 2004.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Section V</th>
<th>163 (172)</th>
<th>1</th>
<th>0</th>
<th>0</th>
<th>164 (173)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1 510 (1 653)</td>
<td>28 (29)</td>
<td>7 (9)</td>
<td>15 (29)</td>
<td>1 560 (1 720)</td>
</tr>
<tr>
<td>I. Requêtes déclarées recevables&lt;sup&gt;1&lt;/sup&gt;</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------------------------------</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Grande Chambre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>130 (136)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>28 (31)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>30 (33)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>48 (50)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Section V</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>17 (19)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>253 (269)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>II. Requêtes déclarées irrecevables</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Grande Chambre</td>
</tr>
<tr>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
</tr>
<tr>
<td>56</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>5 947</td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
</tr>
<tr>
<td>98 (128)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>4 477</td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
</tr>
<tr>
<td>703 (725)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>4 752</td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
</tr>
<tr>
<td>145 (146)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>7 431</td>
</tr>
<tr>
<td>Section V</td>
</tr>
<tr>
<td>71 (72)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>27 189 (27 243)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>III. Requêtes rayées du rôle</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Grande Chambre</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Section I</td>
</tr>
<tr>
<td>106</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>58</td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
</tr>
<tr>
<td>131 (133)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>94</td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
</tr>
<tr>
<td>79 (103)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>86</td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
</tr>
<tr>
<td>87 (88)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comité</td>
</tr>
<tr>
<td>115</td>
</tr>
<tr>
<td>Section V</td>
</tr>
<tr>
<td>81 (82)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>879 (907)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Nombre total de décisions (décisions partielles non comprises)** 28 321 (28 419)

---

1. A l’exclusion des requêtes déclarées recevables dans un arrêt portant à la fois sur la recevabilité et le fond, conformément à l’article 29 § 3 de la Convention.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>2006</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Section I</td>
<td>694</td>
</tr>
<tr>
<td>Section II</td>
<td>632 (641)</td>
</tr>
<tr>
<td>Section III</td>
<td>873</td>
</tr>
<tr>
<td>Section IV</td>
<td>539</td>
</tr>
<tr>
<td>Section V</td>
<td>453</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre total d’affaires communiquées</td>
<td>3 191 (3 200)</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Evénements au total (2005-2006)

1. **Affaires introduites** [chiffres arrondis (50)]

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2006</th>
<th>2005</th>
<th>+/-</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires introduites</td>
<td>51 300</td>
<td>45 500</td>
<td>+ 13 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2. **Affaires attribuées à un organe décisionnel** (Comité/Chambre) [chiffres arrondis (50)]

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2006</th>
<th>2005</th>
<th>+/-</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires attribuées</td>
<td>39 350</td>
<td>35 400</td>
<td>+ 11 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3. **Stades de procédure intermédiaires**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2006</th>
<th>2005</th>
<th>+/-</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires communiquées au Gouvernement</td>
<td>3 210</td>
<td>2 860</td>
<td>+ 12 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires déclarées recevables</td>
<td>1 634</td>
<td>1 036</td>
<td>+ 58 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– par une décision séparée</td>
<td>266</td>
<td>399</td>
<td>- 33 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– par un arrêt sur le fond</td>
<td>1 368</td>
<td>637</td>
<td>+ 115 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

4. **Affaires terminées**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2006</th>
<th>2005</th>
<th>+/-</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires terminées par</td>
<td>29 658</td>
<td>28 565</td>
<td>+ 4 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– un arrêt définitif</td>
<td>1 498</td>
<td>952</td>
<td>+ 57 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– une décision (irrecevabilité/radiation)</td>
<td>28 160</td>
<td>27 613</td>
<td>+ 2 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Affaires terminées administrativement (non poursuivies par des requérants – dossiers détruits)</td>
<td>12 251</td>
<td>13 997</td>
<td>- 12 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

5. **Affaires pendantes** [chiffres arrondis (50)]

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2006</th>
<th>1/1/2006</th>
<th>+/-</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Total des affaires pendantes</td>
<td>89 900</td>
<td>81 000</td>
<td>+ 11 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. L’article 43 de la Convention prévoit que, dans un délai de trois mois à compter de la date de l’arrêt d’une chambre, toute partie à l’affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l’affaire devant la Grande Chambre (dix-sept membres) de la Cour. En pareille hypothèse, un collège de cinq juges examine si l’affaire soulève une question grave relative à l’interprétation ou à l’application de la Convention ou de ses Protocoles ou encore une question grave de caractère général. Si tel est le cas, la Grande Chambre statue par un arrêt définitif. Si tel n’est pas le cas, le collège rejette la demande et l’arrêt devient définitif. Autrement, les arrêts de chambre deviennent définitifs à l’expiration dudit délai de trois mois ou si les parties déclarent qu’elles ne demanderont pas le renvoi de l’affaire devant la Grande Chambre.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Affaires non attribuées à un organe décisionnel</th>
<th>23 400</th>
<th>24 200</th>
<th>- 3 %</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Affaires pendantes devant un organe décisionnel</td>
<td>66 500</td>
<td>56 800</td>
<td>+ 17 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– Chambre (7 juges)</td>
<td>22 950</td>
<td>21 900</td>
<td>+ 5 %</td>
</tr>
<tr>
<td>– Comité (3 juges)</td>
<td>43 550</td>
<td>34 900</td>
<td>+ 25 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Evénements autres que les arrêts, par Etat défendeur (2006)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat</th>
<th>Requêtes introduites</th>
<th>Requêtes attribuées à un organe décisionnel</th>
<th>Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle</th>
<th>Requêtes communiquées au Gouvernement</th>
<th>Requêtes déclarées recevables</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Albanie</td>
<td>63</td>
<td>52</td>
<td>28</td>
<td>15</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorre</td>
<td>6</td>
<td>8</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Arménie</td>
<td>94</td>
<td>98</td>
<td>95</td>
<td>10</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Autriche</td>
<td>450</td>
<td>341</td>
<td>150</td>
<td>30</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaïdjan</td>
<td>445</td>
<td>223</td>
<td>57</td>
<td>13</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgique</td>
<td>227</td>
<td>106</td>
<td>110</td>
<td>22</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnie-Herzégovine</td>
<td>302</td>
<td>240</td>
<td>149</td>
<td>32</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgarie</td>
<td>923</td>
<td>746</td>
<td>832</td>
<td>110</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatie</td>
<td>657</td>
<td>642</td>
<td>352</td>
<td>50</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Chypre</td>
<td>78</td>
<td>56</td>
<td>64</td>
<td>31</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>République tchèque</td>
<td>2 774</td>
<td>2 476</td>
<td>1 264</td>
<td>79</td>
<td>32</td>
</tr>
<tr>
<td>Danemark</td>
<td>108</td>
<td>66</td>
<td>96</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonie</td>
<td>233</td>
<td>183</td>
<td>88</td>
<td>6</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>291</td>
<td>262</td>
<td>187</td>
<td>11</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>2 860</td>
<td>1 832</td>
<td>1 374</td>
<td>86</td>
<td>119</td>
</tr>
<tr>
<td>Géorgie</td>
<td>117</td>
<td>105</td>
<td>33</td>
<td>22</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>2 217</td>
<td>1 587</td>
<td>1 121</td>
<td>28</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Grèce</td>
<td>446</td>
<td>371</td>
<td>236</td>
<td>66</td>
<td>45</td>
</tr>
<tr>
<td>Hongrie</td>
<td>574</td>
<td>425</td>
<td>302</td>
<td>37</td>
<td>32</td>
</tr>
<tr>
<td>Islande</td>
<td>14</td>
<td>12</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Irlande</td>
<td>72</td>
<td>40</td>
<td>53</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Italie</td>
<td>1 300</td>
<td>934</td>
<td>580</td>
<td>377</td>
<td>79</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettonie</td>
<td>406</td>
<td>269</td>
<td>75</td>
<td>24</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Etat</td>
<td>Requêtes introduites</td>
<td>Requêtes attribuées à un organe décisionnel</td>
<td>Requêtes déclarées recevables ou rayées du rôle</td>
<td>Requêtes communiquées au Gouvernement</td>
<td>Requêtes déclarées recevables</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------------------</td>
<td>---------------------</td>
<td>--------------------------------------------</td>
<td>-----------------------------------------------</td>
<td>--------------------------------------</td>
<td>-------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Lituanie</td>
<td>236</td>
<td>203</td>
<td>169</td>
<td>25</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>59</td>
<td>31</td>
<td>17</td>
<td>8</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Malte</td>
<td>28</td>
<td>16</td>
<td>10</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>724</td>
<td>519</td>
<td>248</td>
<td>99</td>
<td>36</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas</td>
<td>537</td>
<td>397</td>
<td>333</td>
<td>13</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Norvège</td>
<td>84</td>
<td>67</td>
<td>61</td>
<td>5</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Pologne</td>
<td>4 646</td>
<td>3 990</td>
<td>5 816</td>
<td>254</td>
<td>111</td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>294</td>
<td>216</td>
<td>124</td>
<td>29</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie</td>
<td>4 878</td>
<td>3 312</td>
<td>2 323</td>
<td>287</td>
<td>58</td>
</tr>
<tr>
<td>Russie</td>
<td>12 241</td>
<td>10 177</td>
<td>4 856</td>
<td>380</td>
<td>151</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Marin</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbie*</td>
<td>688</td>
<td>586</td>
<td>421</td>
<td>40</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovaquie</td>
<td>542</td>
<td>486</td>
<td>130</td>
<td>63</td>
<td>40</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovénie</td>
<td>1 743</td>
<td>1 340</td>
<td>226</td>
<td>40</td>
<td>193</td>
</tr>
<tr>
<td>Espagne</td>
<td>520</td>
<td>359</td>
<td>284</td>
<td>15</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>484</td>
<td>371</td>
<td>435</td>
<td>12</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Suisse</td>
<td>335</td>
<td>277</td>
<td>170</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-Rép. yougoslave de Macédoine »</td>
<td>384</td>
<td>289</td>
<td>66</td>
<td>29</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Turquie</td>
<td>2 353</td>
<td>2 330</td>
<td>3 166</td>
<td>497</td>
<td>362</td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>4 269</td>
<td>2 482</td>
<td>1 076</td>
<td>313</td>
<td>131</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>1 608</td>
<td>844</td>
<td>963</td>
<td>39</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>51 318</strong></td>
<td><strong>39 373</strong></td>
<td><strong>28 160</strong></td>
<td><strong>3 213</strong></td>
<td><strong>1 634</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Arrêts, par Etat défendeur (2006)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Albanie</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorre</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Arménie</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Autriche</td>
<td>21</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaidjan</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgique</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnie-Herzégovine</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgarie</td>
<td>45</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatie</td>
<td>22</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Chypre</td>
<td>15</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>République tchèque</td>
<td>38</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Danemark</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonie</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>15</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>91</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Géorgie</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>8</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Grèce</td>
<td>53</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Hongrie</td>
<td>32</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Islande</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Irlande</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Italie</td>
<td>92</td>
<td>9</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettonie</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Arrêts, par État défendeur (2006) (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Lituanie</td>
<td>6</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Malte</td>
<td>8</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>18</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas</td>
<td>7</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Norvège</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pologne</td>
<td>114</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>4</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie</td>
<td>67</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Russie</td>
<td>102</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Marin</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbie</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovaquie</td>
<td>34</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovénie</td>
<td>189</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Espagne</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Suisse</td>
<td>9</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-Rép. yougoslave de Macédoine »</td>
<td>8</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Turquie</td>
<td>320</td>
<td>–</td>
<td>3</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>120</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>18</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>1 497</strong></td>
<td><strong>13</strong></td>
<td><strong>13</strong></td>
<td><strong>28</strong></td>
<td><strong>7</strong></td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td><strong>2</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Événements autres que les arrêts, par État défendeur (1er novembre 1998-2006)

<table>
<thead>
<tr>
<th>État</th>
<th>Requêtes introduites</th>
<th>Requêtes attribuées à un organe décisionnel</th>
<th>Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle</th>
<th>Requêtes communiquées au Gouvernement</th>
<th>Requêtes déclarées recevables</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Albanie</td>
<td>243</td>
<td>150</td>
<td>75</td>
<td>28</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorre</td>
<td>25</td>
<td>22</td>
<td>18</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Arménie</td>
<td>695</td>
<td>378</td>
<td>209</td>
<td>34</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Autriche</td>
<td>3 445</td>
<td>2 294</td>
<td>1 975</td>
<td>270</td>
<td>156</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaïdjan</td>
<td>1 480</td>
<td>785</td>
<td>422</td>
<td>36</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgique</td>
<td>2 102</td>
<td>995</td>
<td>818</td>
<td>145</td>
<td>89</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnie-Herzégovine</td>
<td>935</td>
<td>649</td>
<td>266</td>
<td>38</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgarie</td>
<td>5 754</td>
<td>4 199</td>
<td>2 548</td>
<td>357</td>
<td>148</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatie</td>
<td>4 389</td>
<td>3 540</td>
<td>2 285</td>
<td>278</td>
<td>103</td>
</tr>
<tr>
<td>Chypre</td>
<td>421</td>
<td>305</td>
<td>202</td>
<td>78</td>
<td>33</td>
</tr>
<tr>
<td>République tchèque</td>
<td>8 420</td>
<td>6 494</td>
<td>3 205</td>
<td>412</td>
<td>123</td>
</tr>
<tr>
<td>Danemark</td>
<td>1 000</td>
<td>558</td>
<td>532</td>
<td>52</td>
<td>22</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonie</td>
<td>1 192</td>
<td>872</td>
<td>485</td>
<td>26</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>1 994</td>
<td>1 577</td>
<td>1 218</td>
<td>149</td>
<td>84</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>23 601</td>
<td>11 558</td>
<td>9 000</td>
<td>916</td>
<td>590</td>
</tr>
<tr>
<td>Géorgie</td>
<td>425</td>
<td>318</td>
<td>140</td>
<td>52</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>16 071</td>
<td>8 637</td>
<td>6 140</td>
<td>201</td>
<td>69</td>
</tr>
<tr>
<td>Grèce</td>
<td>2 951</td>
<td>2 144</td>
<td>1 409</td>
<td>479</td>
<td>295</td>
</tr>
<tr>
<td>Hongrie</td>
<td>3 704</td>
<td>2 544</td>
<td>1 559</td>
<td>81</td>
<td>92</td>
</tr>
<tr>
<td>Islande</td>
<td>73</td>
<td>51</td>
<td>41</td>
<td>8</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Irlande</td>
<td>525</td>
<td>247</td>
<td>227</td>
<td>14</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Italie</td>
<td>24 173</td>
<td>8 553</td>
<td>5 537</td>
<td>2 407</td>
<td>1 617</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettonie</td>
<td>2 070</td>
<td>1 276</td>
<td>631</td>
<td>93</td>
<td>29</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Evénements autres que les arrêts, par Etat défendeur (1er novembre 1998-2006) (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat</th>
<th>Requêtes introduites</th>
<th>Requêtes attribuées à un organe décisionnel</th>
<th>Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle</th>
<th>Requêtes communiquées au Gouvernement</th>
<th>Requêtes déclarées recevables</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>25</td>
<td>21</td>
<td>17</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Lituanie</td>
<td>2 725</td>
<td>2 236</td>
<td>1 813</td>
<td>106</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>382</td>
<td>160</td>
<td>120</td>
<td>31</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>Malte</td>
<td>110</td>
<td>57</td>
<td>38</td>
<td>21</td>
<td>14</td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>2 901</td>
<td>2 084</td>
<td>842</td>
<td>276</td>
<td>92</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td>15</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas</td>
<td>3 642</td>
<td>2 352</td>
<td>2 140</td>
<td>168</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Norvège</td>
<td>605</td>
<td>408</td>
<td>338</td>
<td>29</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Pologne</td>
<td>35 401</td>
<td>23 796</td>
<td>21 320</td>
<td>889</td>
<td>377</td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>1 914</td>
<td>1 197</td>
<td>870</td>
<td>227</td>
<td>151</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie</td>
<td>24 659</td>
<td>15 238</td>
<td>7 554</td>
<td>685</td>
<td>192</td>
</tr>
<tr>
<td>Russie</td>
<td>50 463</td>
<td>37 247</td>
<td>21 773</td>
<td>1 233</td>
<td>353</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Marin</td>
<td>23</td>
<td>21</td>
<td>19</td>
<td>10</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbie</td>
<td>2 124</td>
<td>1 700</td>
<td>805</td>
<td>46</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovaquie</td>
<td>3 828</td>
<td>2 882</td>
<td>1 715</td>
<td>300</td>
<td>133</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovénie</td>
<td>3 577</td>
<td>2 830</td>
<td>829</td>
<td>317</td>
<td>201</td>
</tr>
<tr>
<td>Espagne</td>
<td>5 370</td>
<td>3 867</td>
<td>3 232</td>
<td>486</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>3 602</td>
<td>2 463</td>
<td>2 201</td>
<td>128</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Suisse</td>
<td>2 543</td>
<td>1 610</td>
<td>1 305</td>
<td>59</td>
<td>31</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-Rép. yougoslave de Macédoine »</td>
<td>1 159</td>
<td>888</td>
<td>290</td>
<td>75</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Turquie</td>
<td>20 214</td>
<td>18 415</td>
<td>10 562</td>
<td>3 379</td>
<td>1 500</td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>19 223</td>
<td>12 822</td>
<td>8 709</td>
<td>953</td>
<td>310</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>12 123</td>
<td>5 887</td>
<td>5 242</td>
<td>934</td>
<td>303</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>302 316</strong></td>
<td><strong>196 332</strong></td>
<td><strong>130 677</strong></td>
<td><strong>16 611</strong></td>
<td><strong>7 410</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------</td>
<td>---------------</td>
<td>-------------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------</td>
<td>-----------------------------</td>
<td>---------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Albanie</td>
<td>4</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorre</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Arménie</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Autriche</td>
<td>122</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>16</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaïdjan</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgique</td>
<td>56</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnie-Herzégovine</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgarie</td>
<td>112</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>3</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatie</td>
<td>76</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>25</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Chypre</td>
<td>29</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>République tchèque</td>
<td>109</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>7</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Danemark</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonie</td>
<td>11</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>55</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>481</td>
<td>3</td>
<td>4</td>
<td>40</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Géorgie</td>
<td>9</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>64</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Grèce</td>
<td>266</td>
<td>–</td>
<td>15</td>
<td>17</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Hongrie</td>
<td>86</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>4</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Islande</td>
<td>4</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Irlande</td>
<td>11</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Italie</td>
<td>1 282</td>
<td>11</td>
<td>7</td>
<td>324</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td>Lettonie</td>
<td>16</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Arrêts, par Etat défendeur (1er novembre 1998-2006) (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>4</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Lituanie</td>
<td>25</td>
<td>–</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>11</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Malte</td>
<td>15</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>42</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pays-Bas</td>
<td>48</td>
<td>–</td>
<td>8</td>
<td>3</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Norvège</td>
<td>10</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Pologne</td>
<td>335</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>32</td>
<td>7</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>75</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>53</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie</td>
<td>158</td>
<td>1</td>
<td>8</td>
<td>13</td>
<td>5</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Russie</td>
<td>205</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Marin</td>
<td>8</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbie</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovaquie</td>
<td>106</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>18</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovénie</td>
<td>193</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Espagne</td>
<td>30</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>19</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>14</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Suisse</td>
<td>32</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-Rép. yougoslave de Macédoine »</td>
<td>13</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Turquie</td>
<td>1 097</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>183</td>
<td>15</td>
<td>2</td>
<td>–</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>260</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>164</td>
<td>5</td>
<td>3</td>
<td>30</td>
<td>3</td>
<td>–</td>
<td>–</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>5 655</strong></td>
<td><strong>39</strong></td>
<td><strong>57</strong></td>
<td><strong>832</strong></td>
<td><strong>78</strong></td>
<td><strong>2</strong></td>
<td>–</td>
<td><strong>25</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Violations par article et par pays (2006)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article et par pays</th>
<th>2006</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Albanie</strong></td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Allemagne</strong></td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Andorre</strong></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Arménie</strong></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autriche</strong></td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Azerbaïdjan</strong></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Belgique</strong></td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Bosnie-Herzégovine</strong></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Bulgarie</strong></td>
<td>43</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Chypre</strong></td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Croatie</strong></td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Danemark</strong></td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Espagne</strong></td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Estonie</strong></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Finlande</strong></td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>France</strong></td>
<td>87</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Grèce</strong></td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Hongrie</strong></td>
<td>53</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Irlande</strong></td>
<td>31</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Islande</strong></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Italie</strong></td>
<td>96</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Lettonie</strong></td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-République yougoslave de Macédoine »</td>
<td>7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Autres arrêts : satisfaction équitable, révision, exceptions préliminaires et incompétence.
### Violations par article et par pays (2006) (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Année</th>
<th>Réabils des violations</th>
<th>Droit à la vie</th>
<th>Absence d'enquête effective</th>
<th>Droit à la vie privée et familialement</th>
<th>Droit à un procès équitable</th>
<th>Durée de procédure</th>
<th>Droit de peine sans loi</th>
<th>Libéralisation des peines</th>
<th>Durée de rétention illégale</th>
<th>Droit au mariage</th>
<th>Protection de la propriété</th>
<th>Droit à la liberté religieuse</th>
<th>Liberté d'expression</th>
<th>Liberté réunions de protestation</th>
<th>Interdiction de la discrimination</th>
<th>Protection de la santé</th>
<th>Autres arrêts de la Convention</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2006</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Total</td>
<td>Total</td>
<td>Total</td>
<td>Total</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Liechtenstein</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Lituanie</td>
<td>6</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Luxembourg</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Malte</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Moldova</td>
<td>18</td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
<td>14</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Monaco</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Norvège</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Pays-Bas</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Pologne</td>
<td>107</td>
<td>8</td>
<td></td>
<td></td>
<td>47</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Portugal</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>République tchèque</td>
<td>37</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>18</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Roumanie</td>
<td>64</td>
<td>3</td>
<td></td>
<td></td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>10</td>
<td>8</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Russie</td>
<td>96</td>
<td>5</td>
<td></td>
<td></td>
<td>19</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Saint-Marin</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Serbie</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Slovaquie</td>
<td>35</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Slovénie</td>
<td>185</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Suède</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Suisse</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Turquie</td>
<td>312</td>
<td>6</td>
<td></td>
<td></td>
<td>69</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Ukraine</td>
<td>119</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>97</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Sous total</td>
<td>1 445</td>
<td>61</td>
<td>36</td>
<td>18</td>
<td>17</td>
<td>33</td>
<td>7</td>
<td>60</td>
<td>13</td>
<td>0</td>
<td>217</td>
<td>427</td>
<td>567</td>
<td>1</td>
<td>99</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Autres arrêts : satisfaction équitable, révision, exceptions préliminaires et incompétence.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'article</th>
<th>Nombre d'arrêts</th>
<th>Nombre d'arrêts</th>
<th>Nombre d'arrêts</th>
<th>Nombre d'arrêts</th>
<th>Nombre d'arrêts</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Total</td>
<td>223</td>
<td>33</td>
<td>7</td>
<td>8</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Albanie</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Allemagne</td>
<td>111</td>
<td>8</td>
<td>17</td>
<td>5</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorre</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Arménie</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autriche</td>
<td>111</td>
<td>18</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaïdjan</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgique</td>
<td>50</td>
<td>6</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnie-Herzégovine</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgarie</td>
<td>113</td>
<td>18</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Chypre</td>
<td>29</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatie</td>
<td>72</td>
<td>3</td>
<td>25</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Danemark</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>10</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Espagne</td>
<td>24</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonie</td>
<td>9</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Finlande</td>
<td>47</td>
<td>9</td>
<td>7</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>431</td>
<td>48</td>
<td>49</td>
<td>13</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Géorgie</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Grèce</td>
<td>258</td>
<td>6</td>
<td>19</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Hongrie</td>
<td>84</td>
<td>2</td>
<td>6</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Irlande</td>
<td>7</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Islande</td>
<td>4</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Italie</td>
<td>1 264</td>
<td>26</td>
<td>332</td>
<td>26</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>« ex-République yougoslave de Macédoine »</td>
<td>11</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>2</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Autres arrêts : satisfaction équitable, révision, exceptions préliminaires et incompétence.
## Violations par article et par pays (1999-2006) (suite)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pays</th>
<th>Droit à la vie</th>
<th>Absence d'enquête effective</th>
<th>Absence d'information et renseignements</th>
<th>Violence et travail forcé</th>
<th>Tiers tributaire</th>
<th>Droit à un recours efficace</th>
<th>Interdiction de la torture</th>
<th>Interdiction de l'interrogatoire par voie d'assassinat</th>
<th>Interdiction de la discrimination</th>
<th>Droit à la vie privée et familiale</th>
<th>Droit à la liberté et à la sûreté</th>
<th>Droit à un procès équitable</th>
<th>Droit à un mariage</th>
<th>Droit à un recours efficace</th>
<th>Droit à la douane et droits du commerce</th>
<th>Droit à la propriété</th>
<th>Droit à l'éducation</th>
<th>Coloré</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Lituanie</td>
<td>23</td>
<td>2</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>16</td>
<td>5</td>
<td>7</td>
<td>6</td>
<td>22</td>
<td>2</td>
<td>30</td>
<td></td>
<td>12</td>
<td></td>
<td>P1-1</td>
<td></td>
<td></td>
<td>49</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>4</td>
<td>2</td>
<td></td>
<td>P1-2</td>
<td></td>
<td></td>
<td>38</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Malte</td>
<td>14</td>
<td>6</td>
<td>2</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>4</td>
<td>24</td>
<td>45</td>
<td>15</td>
<td></td>
<td>P1-3</td>
<td></td>
<td></td>
<td>40</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>42</td>
<td>3</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>11</td>
<td>29</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>4</td>
<td>24</td>
<td>4</td>
<td>15</td>
<td></td>
<td>P7-4</td>
<td></td>
<td></td>
<td>49</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td></td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Norvège</td>
<td>36</td>
<td>12</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td>6</td>
<td>5</td>
<td>10</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>378</td>
<td>60</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>120</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pologne</td>
<td>318</td>
<td>19</td>
<td>39</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>108</td>
<td>210</td>
<td>29</td>
<td>9</td>
<td>8</td>
<td>2</td>
<td>171</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>402</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>74</td>
<td>1</td>
<td>54</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>5</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>7</td>
<td>131</td>
<td></td>
<td>117</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>134</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>République tchèque</td>
<td>106</td>
<td>3</td>
<td>7</td>
<td>1</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>6</td>
<td>5</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>12</td>
<td>14</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>121</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Roumanie</td>
<td>152</td>
<td>7</td>
<td>18</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>96</td>
<td>4</td>
<td>186</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>216</td>
</tr>
<tr>
<td>Royaume-Uni</td>
<td>141</td>
<td>28</td>
<td>33</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
<td>7</td>
<td>6</td>
<td>39</td>
<td>61</td>
<td>17</td>
<td>33</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>225</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>260</td>
</tr>
<tr>
<td>Russie</td>
<td>197</td>
<td>7</td>
<td>3</td>
<td>9</td>
<td>10</td>
<td>7</td>
<td>21</td>
<td>3</td>
<td>42</td>
<td>115</td>
<td>47</td>
<td>8</td>
<td>1</td>
<td>3</td>
<td>23</td>
<td>1</td>
<td>101</td>
<td>120</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Marin</td>
<td>8</td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td></td>
<td>10</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbie</td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovaquie</td>
<td>104</td>
<td>4</td>
<td>19</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>8</td>
<td>3</td>
<td>5</td>
<td>11</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>128</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>126</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Slovénie</td>
<td>188</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>185</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>176</td>
<td></td>
<td>195</td>
<td></td>
<td>186</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>381</td>
</tr>
<tr>
<td>Suède</td>
<td>13</td>
<td>6</td>
<td>16</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>6</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>35</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>42</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Suisse</td>
<td>27</td>
<td>5</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>9</td>
<td>4</td>
<td>5</td>
<td>4</td>
<td></td>
<td></td>
<td>34</td>
<td></td>
<td>34</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>Turquie</td>
<td>1 076</td>
<td>26</td>
<td>198</td>
<td>10</td>
<td>50</td>
<td>89</td>
<td>9</td>
<td>91</td>
<td>8</td>
<td>181</td>
<td>354</td>
<td>127</td>
<td>4</td>
<td>28</td>
<td>1</td>
<td>123</td>
<td>13</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>258</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>2</td>
<td>12</td>
<td>2</td>
<td>5</td>
<td>200</td>
<td>32</td>
<td>11</td>
<td>2</td>
<td>3</td>
<td>62</td>
<td>1</td>
<td>142</td>
<td>1</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Sous total</strong></td>
<td><strong>5 400</strong></td>
<td><strong>278</strong></td>
<td><strong>910</strong></td>
<td><strong>106</strong></td>
<td><strong>70</strong></td>
<td><strong>120</strong></td>
<td><strong>23</strong></td>
<td><strong>196</strong></td>
<td><strong>33</strong></td>
<td><strong>1 665</strong></td>
<td><strong>1 561</strong></td>
<td><strong>2 563</strong></td>
<td><strong>10</strong></td>
<td><strong>290</strong></td>
<td><strong>13</strong></td>
<td><strong>205</strong></td>
<td><strong>39</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>6 691</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>6 691</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>6 691</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

* Autres arrêts : satisfaction équitable, révision, exceptions préliminaires et incompétence.
** Dont trois arrêts concernent deux Etats : la Moldova et la Russie, la Géorgie et la Russie, et la Roumanie et la Hongrie.

110
## Événements (1955-2006)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Requêtes introduites</td>
<td>60 505</td>
<td>6 456</td>
<td>9 759</td>
<td>10 335</td>
<td>11 236</td>
<td>12 704</td>
<td>14 166</td>
<td>18 164</td>
<td>22 617</td>
<td>30 069</td>
<td>31 228</td>
<td>34 509</td>
<td>38 810</td>
<td>44 128</td>
<td>45 500</td>
<td>51 318</td>
<td>441 004</td>
</tr>
<tr>
<td>Requêtes attribuées à un organe décisionnel</td>
<td>19 216</td>
<td>1 861</td>
<td>2 037</td>
<td>2 944</td>
<td>3 481</td>
<td>4 758</td>
<td>4 750</td>
<td>5 981</td>
<td>8 400</td>
<td>10 482</td>
<td>13 845</td>
<td>28 214</td>
<td>27 189</td>
<td>32 512</td>
<td>35 402</td>
<td>39 373</td>
<td>240 445</td>
</tr>
<tr>
<td>Décisions rendues</td>
<td>17 124</td>
<td>1 704</td>
<td>1 765</td>
<td>2 372</td>
<td>2 990</td>
<td>3 400</td>
<td>3 777</td>
<td>4 420</td>
<td>4 251</td>
<td>7 862</td>
<td>9 728</td>
<td>18 450</td>
<td>18 034</td>
<td>21 181</td>
<td>28 648</td>
<td>29 796</td>
<td>175 502</td>
</tr>
<tr>
<td>Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle</td>
<td>16 077</td>
<td>1 515</td>
<td>1 547</td>
<td>1 789</td>
<td>2 182</td>
<td>2 776</td>
<td>3 073</td>
<td>3 658</td>
<td>3 520</td>
<td>6 776</td>
<td>8 989</td>
<td>17 868</td>
<td>17 272</td>
<td>20 350</td>
<td>27 612</td>
<td>28 160</td>
<td>163 164</td>
</tr>
<tr>
<td>Requêtes déclarées recevables</td>
<td>1 038</td>
<td>189</td>
<td>218</td>
<td>582</td>
<td>807</td>
<td>624</td>
<td>703</td>
<td>762</td>
<td>731</td>
<td>1 086</td>
<td>739</td>
<td>578</td>
<td>753</td>
<td>830</td>
<td>1 036</td>
<td>1 634</td>
<td>12 310</td>
</tr>
<tr>
<td>Requêtes terminées par une décision de rejet en cours d’examen au fond</td>
<td>9</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
<td>2</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Arrêts rendus par la Cour</td>
<td>307</td>
<td>81</td>
<td>60</td>
<td>50</td>
<td>56</td>
<td>72</td>
<td>106</td>
<td>105</td>
<td>177</td>
<td>695</td>
<td>889</td>
<td>844</td>
<td>703</td>
<td>718</td>
<td>1 105</td>
<td>1 560</td>
<td>7 528</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Requêtes introduites (1995-2006)
Arrêts (1995-2006)
Requêtes déclarées irrecevables ou rayées du rôle
(1995-2006)
Affaires pendantes au 31 décembre 2006 (principaux États défendeurs)

Total des affaires pendantes : 89 900 (arrondi au chiffre supérieur (50))

Italie 3,8 % 3 400
Russie 21,5 % 19 300
Roumanie 12,1 % 10 850
Turquie 10 % 9 000
Ukraine 7,6 % 6 800
Pologne 5,7 % 5 100
Allemagne 4,4 % 3 950
France 4,8 % 4 300
Royaume-Uni 2,4 % 2 200
Rép. tchèque 4,3 % 3 850
Bulgarie 2,4 % 2 150

Autres pays 21 % 19 000
### Affaires pendantes au 31 décembre 2006, par Etat défendeur

<table>
<thead>
<tr>
<th>État</th>
<th>Affaires pendantes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Albania</td>
<td>113</td>
</tr>
<tr>
<td>Andorra</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Armenia</td>
<td>263</td>
</tr>
<tr>
<td>Austria</td>
<td>785</td>
</tr>
<tr>
<td>Azerbaijan</td>
<td>634</td>
</tr>
<tr>
<td>Belgium</td>
<td>349</td>
</tr>
<tr>
<td>Bosnia and Herzegovina</td>
<td>462</td>
</tr>
<tr>
<td>Bulgaria</td>
<td>2141</td>
</tr>
<tr>
<td>Croatia</td>
<td>1425</td>
</tr>
<tr>
<td>Cyprus</td>
<td>115</td>
</tr>
<tr>
<td>Czech Republic</td>
<td>3853</td>
</tr>
<tr>
<td>Denmark</td>
<td>125</td>
</tr>
<tr>
<td>Estonia</td>
<td>467</td>
</tr>
<tr>
<td>Finland</td>
<td>602</td>
</tr>
<tr>
<td>France</td>
<td>4287</td>
</tr>
<tr>
<td>Georgia</td>
<td>212</td>
</tr>
<tr>
<td>Germany</td>
<td>3932</td>
</tr>
<tr>
<td>Greece</td>
<td>678</td>
</tr>
<tr>
<td>Hungary</td>
<td>1277</td>
</tr>
<tr>
<td>Iceland</td>
<td>21</td>
</tr>
<tr>
<td>Ireland</td>
<td>80</td>
</tr>
<tr>
<td>Italy</td>
<td>3393</td>
</tr>
<tr>
<td>Latvia</td>
<td>890</td>
</tr>
<tr>
<td>Liechtenstein</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Lithuania</td>
<td>464</td>
</tr>
<tr>
<td>Luxembourg</td>
<td>94</td>
</tr>
<tr>
<td>Malta</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Moldova</td>
<td>1445</td>
</tr>
<tr>
<td>Monaco</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Netherlands</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Norway</td>
<td>148</td>
</tr>
<tr>
<td>Poland</td>
<td>399</td>
</tr>
<tr>
<td>Portugal</td>
<td>10826</td>
</tr>
<tr>
<td>Romania</td>
<td>19319</td>
</tr>
<tr>
<td>Russia</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>San Marino</td>
<td>1088</td>
</tr>
<tr>
<td>Serbia and Montenegro</td>
<td>1307</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovak Republic</td>
<td>1955</td>
</tr>
<tr>
<td>Slovenia</td>
<td>1037</td>
</tr>
<tr>
<td>Spain</td>
<td>642</td>
</tr>
<tr>
<td>Sweden</td>
<td>568</td>
</tr>
<tr>
<td>Switzerland</td>
<td>726</td>
</tr>
<tr>
<td>FYRO Macedonia</td>
<td>9016</td>
</tr>
<tr>
<td>Turkey</td>
<td>6822</td>
</tr>
<tr>
<td>Ukraine</td>
<td>2211</td>
</tr>
<tr>
<td>United Kingdom</td>
<td>89887</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Total 89887 of pending applications